



LES MESURES DE PRESERVATION ET DE RECONQUETE DU BON ETAT DES EAUX

Atlas départemental des mesures
territorialisées du SDAGE 2016-2021
Département du Var

Octobre 2018

Rédaction et coordination

Frank POTHIER, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Délégation Paca et Corse.

Contributions et relecture

Flore DEPRESZ, Nathalie QUELIN : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA.

Cécile MONIERE, Joëlle HERVO, Sylvie PIQUENOT, Yannick GALVIN, Fatiha EL MESAOUDI, Peggy BOURIANNE, Sophie LASNIER, Philippe PIERRON, Gaëlle BERTHAUD : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, Délégation Paca et Corse.

Cartographies

Frank POTHIER, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Délégation Paca et Corse.

Ce document a été réalisé par la Délégation Paca et Corse de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, en septembre 2018.

Ce document est disponible sur le site internet **Sauvons l'eau**, à la rubrique PACA/CORSE (<http://www.sauvonsleau.fr>) ainsi que sur le site internet de l'**Agence de l'eau**, rubrique Connaissance > Médiathèque (<http://www.eaurmc.fr>).

Note au lecteur

Afin de respecter une cohérence hydrographique dans les statistiques et graphiques présentés ci-après, les masses d'eau appartenant aux bassins versants interdépartementaux de l'Huveaune, de l'Arc, de la Basse Durance et du Verdon n'ont pas été comptabilisées dans le Var, même si ces masses d'eau étaient effectivement situées dans le Var. En effet, ces bassins versants ont été rattachés chacun à un seul département : l'Huveaune, l'Arc Provençal et la Basse Durance ont été rattachés aux Bouches-du-Rhône ; le Verdon aux Alpes-de-Haute-Provence. Concernant le bassin versant de la Siagne, le linéaire du cours d'eau de la Siagne a été comptabilisé à la fois dans le département du Var et dans celui des Alpes-Maritimes ; les affluents de la Siagne ont été comptabilisés dans chacun de ces départements en fonction de leur localisation.

Pour les eaux souterraines, lorsqu'une entité souterraine s'étend sur plusieurs départements, celle-ci est comptabilisée dans chaque département concerné dès lors qu'une partie significative de la masse d'eau souterraine empiète sur un autre département. Ces règles sont valables pour toutes les statistiques présentées dans ce document (état des eaux, objectifs d'atteinte du bon état, programme de mesures, ...).

Sommaire

AVANT-PROPOS	p. 4
1. UN REFERENTIEL COMMUN : LES MASSES D'EAU	p. 5
La Directive Cadre sur l'Eau (DCE).....	p. 5
Qu'est-ce qu'une masse d'eau ?.....	p. 5
Les masses d'eau de surface.....	p. 5
Les masses d'eau souterraine.....	p. 5
2. LE PROGRAMME DE SURVEILLANCE DE L'ETAT DES EAUX	p. 8
Les réseaux de surveillance : historique et définition.....	p. 8
Le suivi des eaux de surface et des eaux souterraines.....	p. 9
3. LES ENJEUX DE LA RESSOURCE EN EAU	p. 14
3A-L'état des masses d'eau superficielle	
3A.1 Qu'est-ce que le bon état des eaux superficielles ?.....	p. 15
3A.2 Le bilan de l'état des eaux superficielles du département.....	p. 15
3A.3 L'état écologique des masses d'eau superficielle.....	p. 16
3A.4 L'état chimique des masses d'eau superficielle	p. 18
3B-L'état des masses d'eau souterraine	
3B.1 Qu'est-ce que le bon état des eaux souterraines ?	p. 21
3B.2 Le bilan de l'état des eaux souterraines du département	p. 21
3B.3 L'état quantitatif des masses d'eau souterraine.....	p. 22
3B.4 L'état chimique des masses d'eau souterraine	p. 24
4. LES OBJECTIFS D'ATTEINTE DU BON ETAT DES EAUX	p. 26
4.1 Une démarche préalable d'évaluation des pressions.....	p. 26
4.2 Des échéances pour 2015, 2021 et 2027.....	p. 27
4.3 Une analyse de l'effort à fournir.....	p. 27
5. LE PROGRAMME DE MESURES	p. 34
5.1 Un outil en faveur des grands enjeux du territoire.....	p. 34
5.2 Les mesures territorialisées à engager	p. 35
S'adapter aux effets du changement climatique et préserver l'équilibre quantitatif de la ressource en eau.....	p. 36
Lutter contre les pollutions.....	p. 40
Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et prévenir les inondations.....	p. 53
Renforcer la gouvernance et la gestion de l'eau par bassin versant.....	p. 60
Respecter les objectifs des zones protégées	p. 60
6. LE PLAN D'ACTIONS OPERATIONNEL TERRITORIALISE (PAOT)	p. 66

ANNEXES

Annexe 1 : détails du programme de surveillance des eaux	p. 67
Le suivi quantitatif des eaux de surface.....	p. 67
Le contrôle de surveillance de la qualité des eaux de surface.....	p. 67
Le contrôle opérationnel de la qualité des eaux de surface.....	p. 67
Le contrôle de surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines.....	p. 68
Le contrôle de surveillance de l'état chimique des eaux souterraines.....	p. 68
Le contrôle opérationnel de l'état chimique des eaux souterraines.....	p. 68
L'accès aux données de la surveillance des eaux.....	p. 69
Annexe 2 : détails de l'évaluation de l'état écologique des eaux superficielles	p. 70
Annexe 3 : détails des objectifs d'atteinte du bon état des eaux.....	p. 71
Annexe 4 : liste des masses d'eau nécessitant une action d'amélioration de la connaissance sur l'état et les pressions	p. 72
Annexe 5 : les contrats de milieux et les SAGE.....	p. 73

AVANT-PROPOS

Le nouveau **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** et son **programme de mesures** associé sont entrés en vigueur en décembre 2015 et couvrent la période de 2016 à 2021.

Document de planification pour l'eau du bassin Rhône-Méditerranée, le SDAGE fixe les grandes priorités permettant une gestion équilibrée et durable des ressources en eau et contribuant à l'atteinte des objectifs environnementaux de la **Directive Cadre sur l'Eau (DCE)**. Il est accompagné d'un programme de mesures qui rassemble les mesures (réglementaires, financières et contractuelles) à mettre en œuvre sur les territoires pour atteindre ces objectifs.

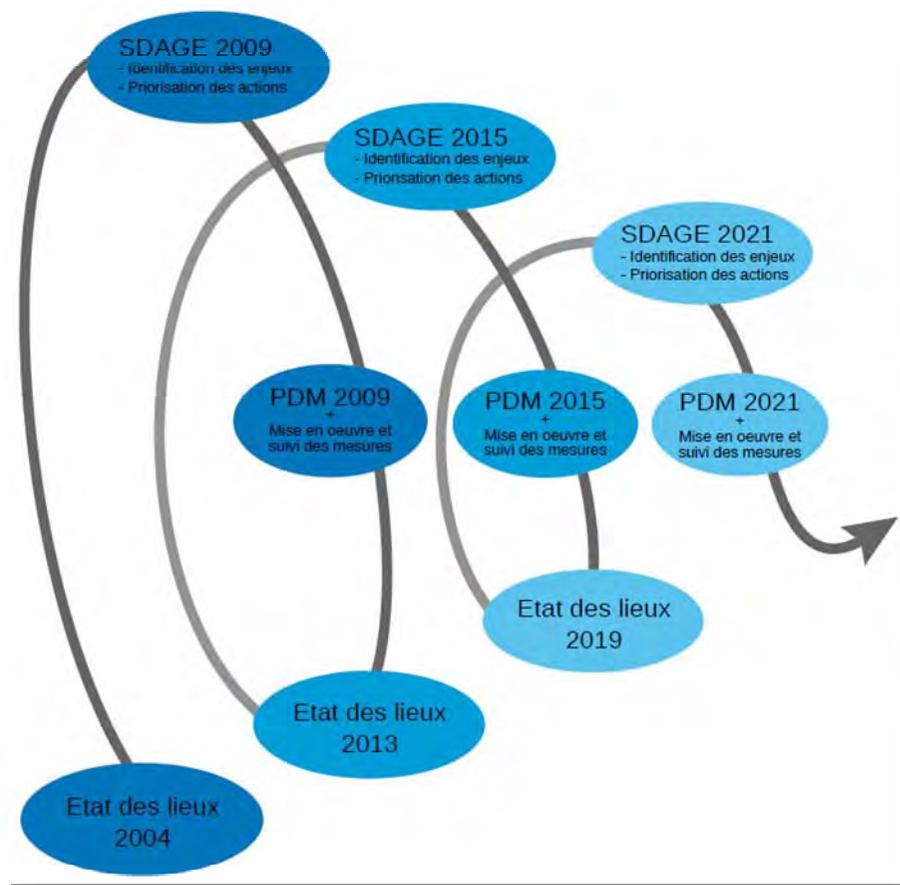
La DCE a permis de compléter et de renforcer les grands principes de la politique de l'eau en France en fixant des objectifs de qualité des eaux, en précisant les étapes à suivre pour les atteindre et en établissant un cadre général de gestion intégrée de l'eau aux différentes échelles hydrographiques.

L'élaboration du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée et de son programme de mesures ont fait l'objet d'une large concertation en commissions géographiques, en réunions départementales ainsi qu'à l'échelle de chaque bassin versant. Cette co-construction avec les acteurs a permis d'établir un programme d'actions en cohérence avec les diverses démarches locales existantes.

Le document présenté ici constitue une synthèse des principaux éléments issus du SDAGE et de son programme de mesures, afin de visualiser les grands enjeux de la gestion de l'eau sur le département du Var.

Il dresse une analyse à l'échelle départementale des mesures à engager pour la préservation et la reconquête du bon état des eaux, dans le but de favoriser leur appropriation et leur mise en œuvre par les acteurs concernés.

Il est constitué de cartographies, graphiques et tableaux détaillant le contexte du territoire (surveillance des masses d'eau, état des eaux et objectif d'atteinte du bon état), les enjeux thématiques ainsi que les mesures à engager sur le département.



1. UN REFERENTIEL COMMUN : LES MASSES D'EAU

La directive cadre sur l'eau (DCE)

La DCE N° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établit un cadre pour une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle fixe des objectifs de préservation et de restauration des milieux aquatiques, relatifs à l'atteinte du bon état des eaux, à la non dégradation des milieux, à la réduction et à la suppression des émissions de substances, et au respect des objectifs des zones protégées.

Qu'est-ce qu'une masse d'eau ?

La DCE a imposé aux Etats membres de définir un découpage de leurs milieux aquatiques en unités élémentaires homogènes du point de vue des caractéristiques naturelles (morphologie, débit, géologie, topographie, climat, salinité...) et des pressions dues aux activités humaines : les **masses d'eau**.

Ce découpage est destiné à être l'unité spatiale d'évaluation de l'état des eaux et sert de référence pour la définition des objectifs d'état.

Une masse d'eau est constituée de tout ou partie d'un cours d'eau, d'un plan d'eau, d'une nappe d'eau souterraine ou d'une zone côtière (cf. arrêté du 12/01/2010 relatif aux méthodes et critères pour la délimitation des masses d'eau). Tous les milieux aquatiques ne sont pas définis comme masse d'eau.

Les masses d'eau cours d'eau sont définies sur la base d'une classification par hydro écorégions, croisée avec la classe de tailles des cours d'eau (124 types de cours d'eau en France métropolitaine).

Les masses d'eau de surface

Les masses d'eau de surface regroupent les catégories suivantes :

- les masses d'eau cours d'eau : rivière, fleuve ou canal de navigation, ou partie de ces milieux ;
- les masses d'eau plans d'eau : lac, réservoir ;
- les masses d'eau côtière : entre la côte et une distance d'un mile marin ;
- les masses d'eau de transition : eaux partiellement salines sous influence des courants d'eau douce (lagunes, estuaires).

Parmi les eaux de surface, on distingue diverses natures de masses d'eau : les masses d'eau naturelles (MEN), les masses d'eau fortement modifiées (MEFM) et les masses d'eau artificielles (MEA).

Les masses d'eau naturelles sont des milieux aquatiques au fonctionnement hydromorphologique homogène, peu perturbés par les activités humaines.

Les masses d'eau fortement modifiées désignent les milieux aquatiques dont les caractéristiques morphologiques ont été fondamentalement modifiées afin de permettre des activités économiques. Elles ne pourront retourner à leur état avant aménagement. Les masses d'eau artificielles, quant à elles, ont été créées pour faire transiter de l'eau.

Les masses d'eau souterraine

Une masse d'eau souterraine est un volume distinct d'eau à l'intérieur d'un ou plusieurs aquifères.

Leur délimitation est fondée sur des critères hydrogéologiques, puis éventuellement sur la considération de pressions anthropiques importantes. Les masses d'eau souterraine sont caractérisées par une typologie basée sur leur fonctionnement hydraulique, leur état (libre/captif) et d'autres attributs. Seuls les aquifères pouvant être exploités à des fins d'alimentation en eau potable, par rapport à la ressource suffisante, à la qualité de leur eau et/ou à des conditions technico-économiques raisonnables, ont été retenus comme masses d'eau.

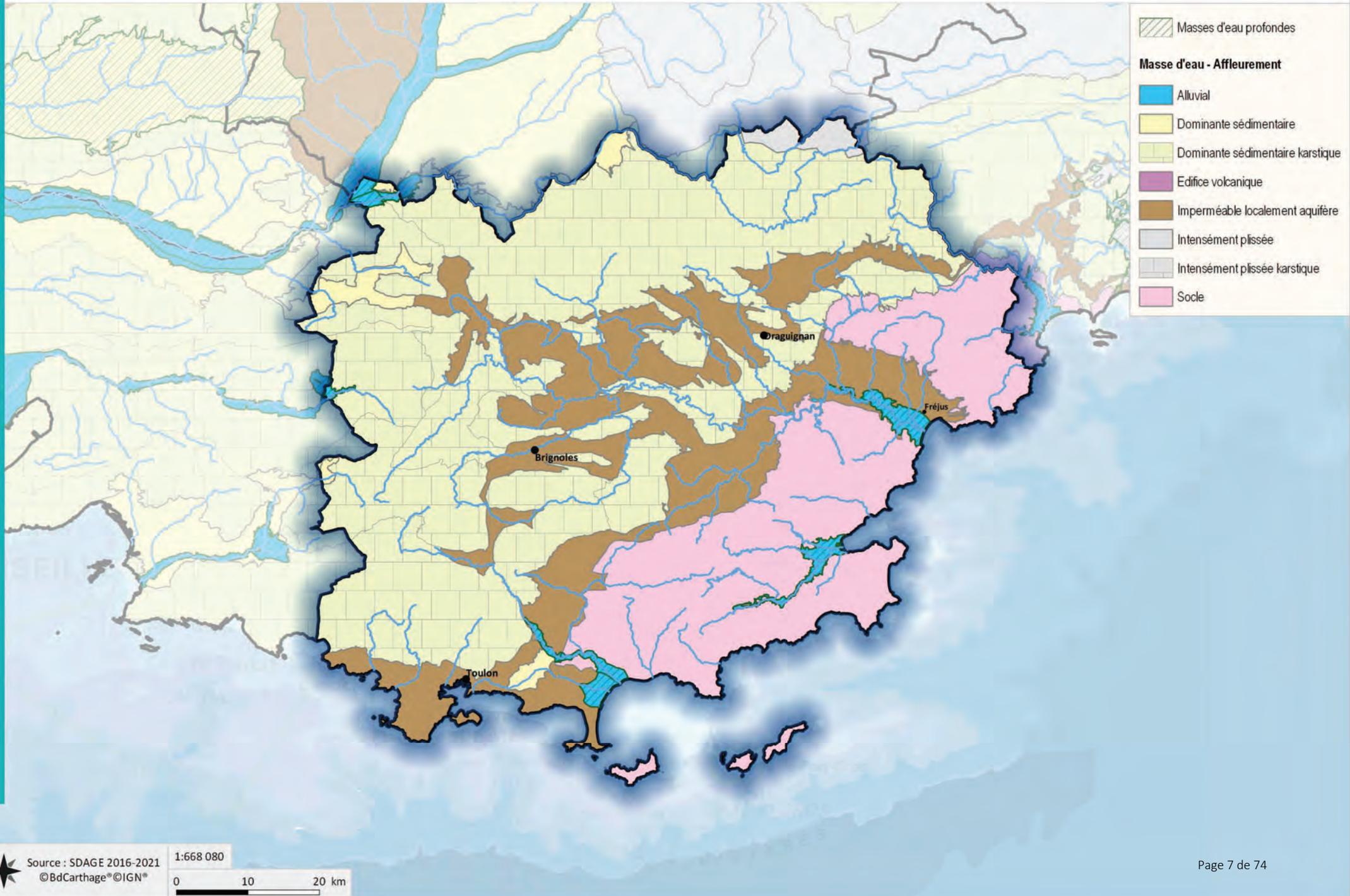
131 masses d'eau de surface et 20 masses d'eau souterraines sont présentes dans le Var, soit respectivement plus de 18% des eaux de surface et plus de 30% des eaux souterraines de la région PACA.

Catégories de masses d'eau présentes dans le département	Masses d'eau de surface (dpt 83)		dont artificielles ou fortement modifiées		Masses d'eau souterraine (dpt 83)	
	Nb	% du total eau sup.	Nb	% du total	Nb	% du total eau sout.
Cours d'eau	104	87,4%	9	8,6%		
Plans d'eau	3	2,5%	3	100%		
Eaux côtières	12	9,2%	1	8,3%		
Eaux souterraines					20	100%
TOTAL	119	100%	13	10,9%	20	100%

Nota : afin de respecter une cohérence hydrographique, les masses d'eau appartenant aux sous bassins versants interdépartementaux de l'Huveaune, de l'Arc, de la Basse Durance et du Verdon n'ont pas été comptabilisées dans le Var (même si ces masses d'eau étaient situées dans le Var). En effet, ces sous bassins ont été rattachés à un seul département: le 13 pour Huveaune, Arc et Basse Durance ; le 04 pour le Verdon. Le linéaire de la Siagne a été comptabilisé dans chacun des départements 83 et 06 ; ses affluents étant comptabilisés dans chaque département concerné en fonction de leur localisation. Pour les eaux souterraines, lorsqu'une entité souterraine s'étend sur plusieurs départements, celle-ci est comptabilisée dans chaque département concerné. Ces règles sont valables pour toutes les statistiques présentées dans ce document (état des eaux, objectifs d'atteinte du bon état,...).

Les masses d'eau souterraine Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



2. LE PROGRAMME DE SURVEILLANCE DE L'ETAT DES EAUX

Les réseaux de surveillance : historique et définition

Les réseaux de suivi de l'état des milieux aquatiques, dont certains datent des années 1960/1970, ont été réorganisés dans le cadre de la mise en œuvre de la DCE. La nouvelle organisation, désignée sous le terme "Programme de surveillance", vise à connaître et à suivre l'état des milieux aquatiques et à identifier les causes de leur dégradation.

Le programme de surveillance est précisé par l'arrêté du 7 décembre 2015, en application de l'article R. 212-2-2 du code de l'environnement. Il détaille les paramètres à surveiller, la fréquence de suivi et la constitution des réseaux de suivi.

Suite à l'état des lieux du SDAGE en 2013, le programme de surveillance a connu une évolution du nombre de sites d'évaluation afin de prendre en compte le redécoupage de certaines masses d'eau, une meilleure représentativité de la qualité des eaux, et la réévaluation des pressions.

Ce dispositif de surveillance est calé sur la durée du plan de gestion du SDAGE (6 ans). Il se compose des programmes suivants, mis en place sur tous les milieux :

- ❑ **réseau de suivi quantitatif** des eaux de surface ;
- ❑ **réseau de contrôle de surveillance (RCS) :**
 - de l'état qualitatif des eaux superficielles,
 - de l'état chimique des eaux souterraines,
 - de l'état quantitatif des eaux souterraines ;
- ❑ **réseau de contrôle opérationnel (RCO) :**
 - de l'état qualitatif des eaux superficielles,
 - de l'état chimique des eaux souterraines ;
- ❑ **réseau de contrôle d'enquête** qui met en place les moyens nécessaires à l'identification de l'origine d'une dégradation non anticipée ;

auxquels s'ajoutent :

- ❑ les **contrôles additionnels** effectués dans les zones inscrites au registre des zones protégées ;
- ❑ le **réseau de référence pérenne** des cours d'eau (RRP), afin d'établir les conditions de référence des éléments de qualité biologiques, hydromorphologiques et physico-chimiques fondant la classification de l'état écologique.



La Nartuby à Trans-en-Provence

Par ailleurs, un réseau national de suivi des teneurs en nitrates dans les eaux souterraines et de surface est également mis en place au titre de la Directive n°91/676/CEE du 12/12/1991, et s'appuie sur les réseaux de surveillance DCE existants et ceux du contrôle sanitaire des eaux brutes utilisées pour la production d'eau potable.

Egalement, depuis 2015, un contrôle de la qualité des eaux brutes est effectué sur les captages prioritaires du SDAGE (analyses des nitrates et des pesticides). Ce suivi qualité de la ressource est désormais intégré au programme de surveillance DCE.

En complément des dispositifs de surveillance mis en place pour la DCE, des suivis de la qualité des eaux peuvent également être réalisés par les structures gestionnaires de milieux, à l'échelle des départements et des bassins versants. L'Agence de l'eau accompagne techniquement et financièrement la mise en œuvre de ces suivis.

Pour les eaux côtières, en plus des réseaux DCE "classiques", d'autres réseaux et observatoires "qualité" ou "pressions" permettent de suivre et d'évaluer l'état de santé du milieu marin méditerranéen (réseaux TEMPO, RECOR, MedObs, etc.).

Pour plus de détails sur le programme de surveillance, voir l'annexe 1.

Le suivi des eaux de surface

Dans le Var, les sites de surveillance de **l'état qualitatif des eaux de surface** concernent :

- 19 sites en cours d'eau, soit 14 sites RCS, 12 sites RCO et 1 sites de RRP (Réseau de Référence Pérenne)^(*),
- 4 sites en plans d'eau, soit 2 sites RCS et 2 sites RCO.

Ces stations opèrent un suivi de près de 18 % des masses d'eau cours d'eau et plans d'eau du département.

Quant au **réseau hydrométrique** sur le département, il comprend 22 stations réparties en rivières. Parmi ces stations, 7 points stratégiques de référence ou points de confluence ont vocation à suivre l'évolution des débits des principaux cours d'eau du bassin à long terme. Ils visent à répondre au besoin de suivi de la restauration ou de la préservation de l'équilibre quantitatif dans les sous bassins identifiés dans le SDAGE.

Ces points et les valeurs associées de débits (Débits d'Objectif d'Etiage et Débits de Crise Renforcée) sont pris en compte dans les plans de gestion de la ressource en eau, qu'ils soient ou non intégrés à un SAGE.

^(*) un même site peut être suivi au titre du contrôle de surveillance, du contrôle opérationnel ou du réseau de référence.

Le suivi des eaux souterraines

Dans le Var, les sites de surveillance de **l'état chimique des eaux souterraines** concernent 20 sites de surveillance^(*) :

- 12 sites au titre du réseau de contrôle de surveillance (RCS)^(*),
- 10 sites au titre du réseau de contrôle opérationnel (RCO)^(*).

Ce qui représente 65% des masses d'eau souterraine du département suivies au titre de l'état chimique.

Egalement, 30 sites sont suivis au titre de la Directive Nitrates.

Par ailleurs, 21 stations permettent de surveiller **l'état quantitatif des eaux souterraines**, soit 40% des masses d'eau souterraine du département. Certains de ces points, les points stratégiques de référence (7 sites sur le Var), permettent de suivre les mesures de gestion quantitative sur les eaux souterraines en déficit quantitatif.

N.B. : sont comptabilisées ici les stations localisées dans le Var, mais aussi celles situées dans un autre département et qui concernent des masses d'eau souterraine ayant une partie significative de leur surface dans le département du Var.

^(*) un même site peut être suivi au titre du contrôle de surveillance, et/ou également au titre du contrôle opérationnel et/ou également au titre de la Directive Nitrates.



Blageon

Stations du programme de surveillance de l'état quantitatif des eaux superficielles Département du Var

Réalisation:
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse-FP-Fev. 2018



Etat quantitatif des eaux superficielles

-  Stations hydrométriques
- Points stratégiques SDAGE**
-  Points stratégiques de référence
-  Points de confluence

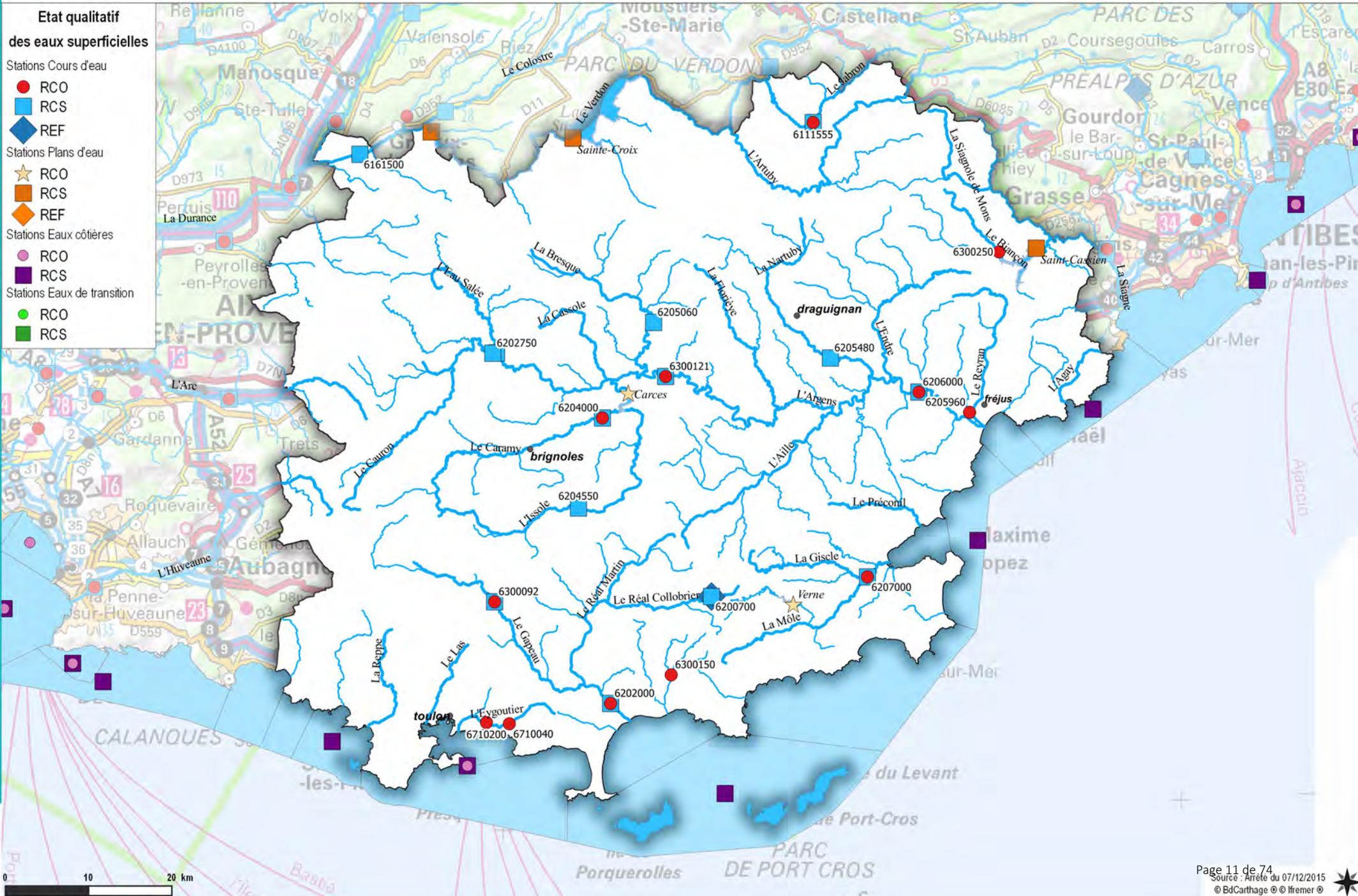


Stations du programme de surveillance de l'état qualitatif des eaux superficielles Département du Var

Réalisation:
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse-FP-Fev. 2018



- Etat qualitatif
des eaux superficielles**
- Stations Cours d'eau
- RCO
 - RCS
 - ◆ REF
- Stations Plans d'eau
- ★ RCO
 - RCS
 - ◆ REF
- Stations Eaux côtières
- RCO
 - RCS
- Stations Eaux de transition
- RCO
 - RCS



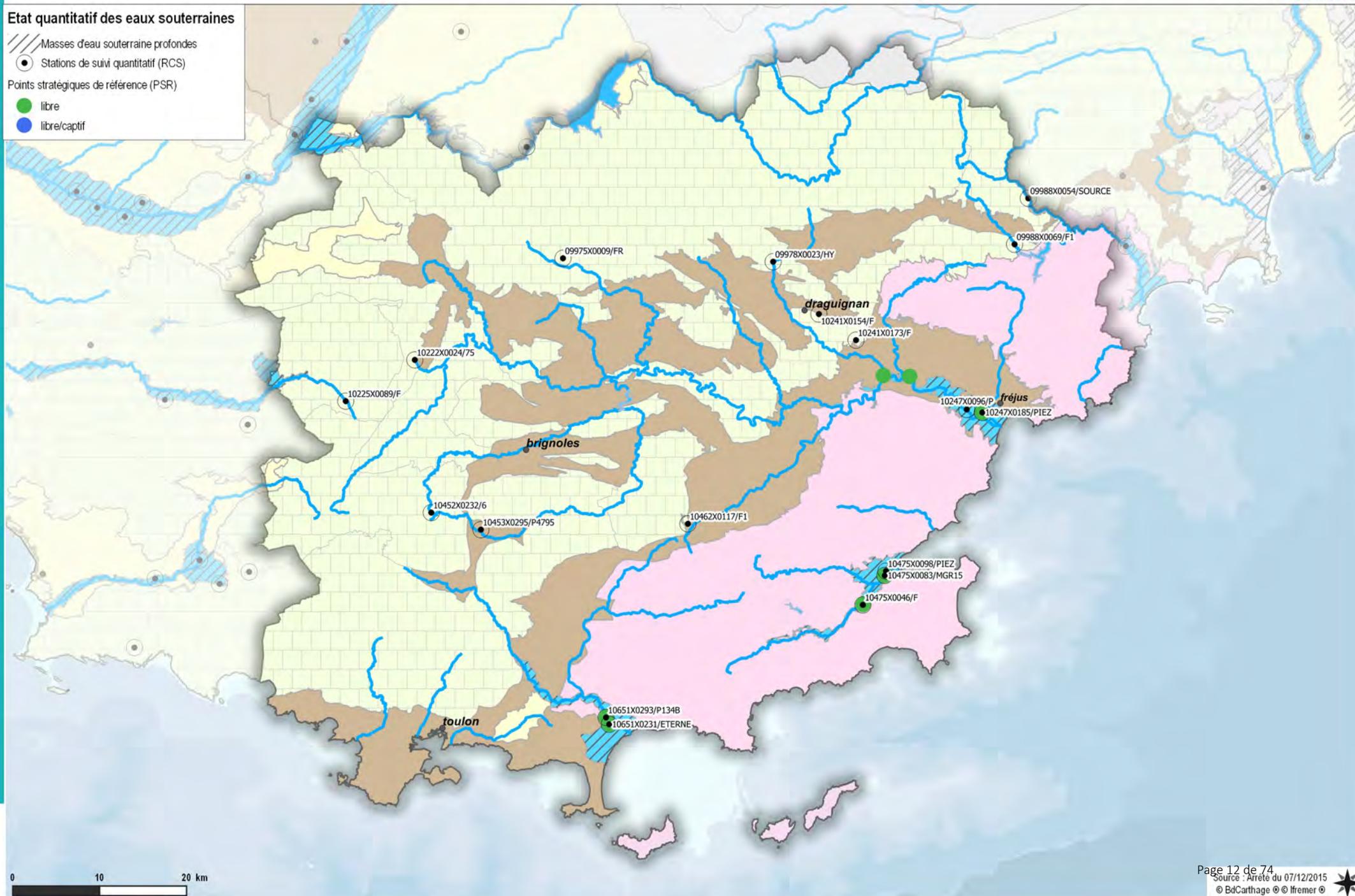
Stations du programme de surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines Département du Var

Réalisation:
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse-PP-Fev. 2018



Etat quantitatif des eaux souterraines

-  Masses d'eau souterraine profondes
-  Stations de suivi quantitatif (RCS)
- Points stratégiques de référence (PSR)
 -  libre
 -  libre/captif



Stations du programme de surveillance de l'état qualitatif des eaux souterraines Département du Var

Réalisation:
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse-FP-Fev. 2018



Qualité des eaux souterraines

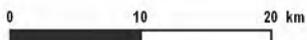
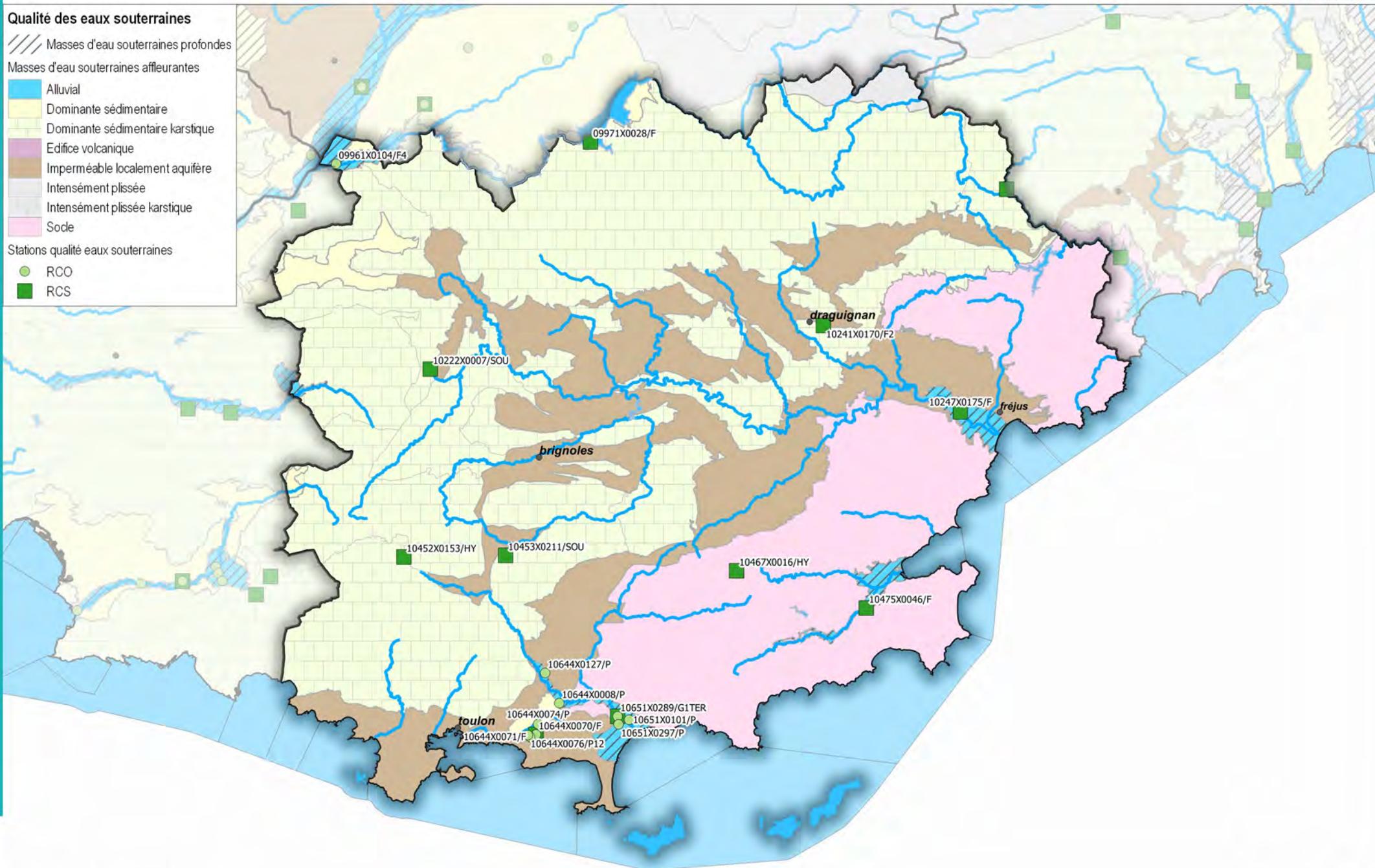
//// Masses d'eau souterraines profondes

Masses d'eau souterraines affleurantes

- Alluvial
- Dominante sédimentaire
- Dominante sédimentaire karstique
- Edifice volcanique
- Imperméable localement aquifère
- Intensément plissée
- Intensément plissée karstique
- Sode

Stations qualité eaux souterraines

- RCO
- RCS



3. LES ENJEUX DE LA RESSOURCE EN EAU

Le territoire du Var s'est structuré par le développement d'une urbanisation saturant le littoral, en contraste avec de grands espaces préservés (58% du territoire est boisé). L'agriculture, et tout particulièrement la viticulture, reste une activité économique importante, notamment sur les bassins versants du Caramy-Issole et du Gapeau. D'autres activités sont présentes sur le territoire comme le nautisme, les nombreux ports, les bases militaires historiques (Marine Nationale, camp de Canjuers, bases de Draguignan, base aéronavale de Cuers) et quelques zones d'activités autour de Draguignan, Brignoles, Toulon et Saint-Tropez. L'activité touristique, grâce à un paysage et un climat d'exception, est une activité économique phare du département -le Var étant la première destination touristique de France après Paris- mais qui génère des nuisances. Ainsi, la population du Var double globalement pendant les périodes estivales avec une concentration plus importante sur le littoral.

La forte croissance démographique, l'importante fréquentation touristique ainsi que l'artificialisation des espaces en font un territoire à forts enjeux en termes d'approvisionnement en eau, de lutte contre les pollutions et de gestion des milieux aquatiques contraints. La progression démographique se concentre dans la ceinture centrale du département et génère en effet une pression foncière forte. Le développement de l'urbanisation constitue une problématique essentielle des acteurs du territoire. Une vigilance est à observer pour que l'urbanisation n'aggrave pas le risque inondation et la problématique du ruissellement des eaux, qui constituent une des priorités du territoire suite aux crues dévastatrices de 2010 et 2011. Des Plans d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI) sont en cours sur les bassins versants de l'Argens et des Côtiers de Fréjus, du Gapeau, des côtières toulonnais, des côtières des Maures et du Préconil.

Par ailleurs, des tensions de plus en plus fortes se font sentir sur la ressource pour l'alimentation en eau potable. Les ressources locales sont essentiellement des aquifères exploités à leur maximum voire même au-delà des capacités de renouvellement des nappes entraînant, par endroits, des problèmes de salinisation. Ainsi, les nappes alluviales de l'Argens, de la Giscle et la Môle et du Gapeau ont été classées en déficit quantitatif.

Afin d'assurer la préservation des ressources locales, il est nécessaire :

- ❑ de développer une politique ambitieuse d'économies d'eau, notamment pour les usages eau potable et agriculture,
- ❑ d'intégrer les aspects de disponibilité et de protection des ressources dans les documents d'urbanisme, en utilisant notamment des outils comme le classement en "ressource stratégique",
- ❑ de conduire un travail particulier sur les consommations d'eau en période estivale.

La recherche de nouvelles ressources à exploiter ou l'utilisation des eaux provenant du Verdon sont également des axes de travail.

Les prélèvements pour l'alimentation en eau potable sur les bassins versants identifiés comme déficitaires représentent 73% des prélèvements totaux, soit 35 Mm³/an. Les territoires sur lesquels l'élaboration de Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) est nécessaire pour restaurer l'équilibre quantitatif sont le bassin versant Caramy-Issole et la région de Toulon, le territoire de Saint-Tropez (Giscle et Môle), le Gapeau et la région de Fréjus-Saint Raphael.

Beaucoup de cours d'eau, dont tous les côtiers excepté le cours principal de l'Argens, connaissent des débits d'étiage très faibles voire nuls, typiques d'un régime méditerranéen. Les ressources en eau sur le littoral, facilement exploitables, sont ainsi limitées voire inexistantes alors que 70% de la population y est concentrée. Cela engendre des difficultés d'approvisionnement en eau lors des périodes de sécheresse, vulnérabilité qui devrait s'accroître avec le changement climatique et l'accroissement de la population.

Les communes littorales font état d'une fragilité de leurs ressources locales et d'une dépendance forte aux apports extérieurs, avoisinant les 80 Mm³/an (retenues de Saint-Cassien et de Sainte-Suzanne, eaux du Verdon via la liaison Verdon Saint-Cassien). Ainsi, en plus de mettre en péril ses ressources locales, les secteurs du littoral impactent la disponibilité de la ressource en eau d'autres bassins (centre Var, Siagne). Il est donc nécessaire de mettre en place une gestion coordonnée des différentes ressources utilisées par les communes du littoral afin d'assurer une eau pour les populations actuelles et à venir.

Enfin, à l'échelle du département, les captages d'eau potable sont globalement de bonne qualité, à l'exception de la retenue de Sainte-Suzanne (Carcès), du puits des noyers et des 4 captages de la zone d'Hyères, pollués principalement par des produits phytosanitaires ainsi que par les nitrates. Les aires d'alimentation de ces captages ont été définies (excepté sur le captage du puits des noyers) et les plans d'actions associés sont engagés uniquement sur l'aire d'alimentation de la retenue de Carcès. Pour les captages de la zone d'Hyères, le maître d'ouvrage devra engager rapidement la mise en œuvre des actions au-delà de l'animation déjà menée, depuis plusieurs années, notamment par la Chambre d'Agriculture du Var. Ces 6 points de prélèvement sont classés au SDAGE en tant que captages prioritaires.

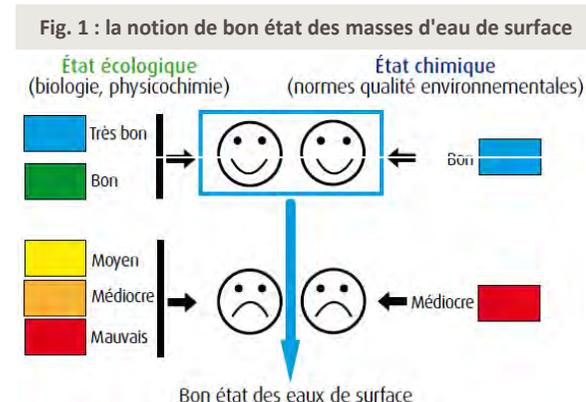
3A. L'état des masses d'eau superficielle

3A.1 Qu'est-ce que le bon état des eaux superficielles ?

La définition du bon état dépend des caractéristiques des masses d'eau et correspond à des milieux dont les peuplements vivants sont diversifiés et équilibrés.

Pour les eaux de surface, le bon état s'évalue à partir de deux ensembles d'éléments différents : fonctionnement écologique d'une part, et caractéristiques chimiques de l'eau de l'autre.

Ainsi, une masse d'eau de surface est en bon état global au sens de la DCE si elle est à la fois en bon état écologique et en bon état chimique (figure 1). Pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiée, on parle de bon potentiel écologique et de bon état chimique.



3A.2 Le bilan de l'état des eaux superficielles du département

Le tableau ci-dessous montre l'évaluation de l'état des eaux réalisée pour le SDAGE en juillet 2015 pour le Var (une actualisation est prévue début 2019).

Dans le département du Var, près des ¾ des eaux de surface sont en **bon état global** : plus de 72% des cours d'eau sont en bon ou très bon état ou potentiel écologique, et plus de 96% d'entre eux sont en bon état chimique (avec substances ubiquistes*); les plans d'eau atteignent tous le bon potentiel écologique et le bon état chimique. Enfin, près de 92 % des eaux côtières atteignent le bon état écologique et toutes sont en bon état chimique.

Catégorie de masses d'eau	Type d'état des masses d'eau de surface	Très bon état		Bon état		Etat moyen		Etat médiocre		Etat mauvais	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cours d'eau (104 dans le département)	Etat écologique	9	8,6%	66	63,5%	23	22,1%	6	5,8%	0	0,0%
	Etat chimique (avec ubiquistes*)			100	96,1%					4	3,9%
	Etat chimique (sans ubiquiste)			101	97,1%					3	2,9%
Plans d'eau (3 dans le département)	Etat écologique			3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Etat chimique (avec ubiquistes*)			3	100,0%					0	0,0%
	Etat chimique (sans ubiquiste)			3	100,0%					0	0,0%
Eaux côtières (12 dans le département)	Etat écologique			11	91,7%	1	8,3%	0	0,0%	0	0,0%
	Etat chimique (avec ubiquistes*)			12	100,0%					0	0,0%
	Etat chimique (sans ubiquiste)			12	100,0%					0	0,0%
Total eaux de surface (119 dans le département)	Bon état global (avec ubiquistes*)	87 masses d'eau de surface sont en bon état global, soit 73,1% d'entre elles									

(*) Les substances dites "ubiquistes" sont des composés chimiques émis par les activités humaines, à caractère persistant, bioaccumulables et toxiques. Les substances considérées comme ubiquistes sont les hydrocarbures aromatiques polycycliques, le tributylétain, le diphenylétherbromé et le mercure.

3A.3 L'état écologique des masses d'eau superficielle

L'état écologique est déterminé à partir de différents éléments de qualité permettant un bon équilibre de l'écosystème : éléments biologiques, physico-chimiques généraux, hydromorphologiques, et polluants spécifiques. Il est représenté en cinq classes de qualité : très bon, bon, moyen, médiocre, mauvais.

L'état écologique s'apprécie en fonction de la catégorie et du type de masse d'eau considéré : ainsi, pour les masses d'eau cours d'eau, les valeurs du bon état écologique ne sont pas les mêmes pour un fleuve de plaine ou pour un torrent de montagne. Pour chaque catégorie et type de masse d'eau, des sites de référence considérés de bonne qualité ont été identifiés et servent d'étalon pour définir les seuils du bon état. Ainsi, l'état écologique se caractérise par un écart aux "conditions naturelles de référence".

Le calcul de l'état écologique repose sur les données issues du programme de surveillance DCE et celles issues d'autres réseaux de mesure représentatifs, ainsi que celles issues de la modélisation des pressions impactant les milieux aquatiques. L'état écologique retenu est l'état mesuré à la station de suivi lorsqu'il est connu, ou l'état modélisé à partir des pressions lorsque la masse d'eau ne fait pas l'objet d'un suivi analytique. Pour plus d'informations, voir détails en annexe 2. Il est rappelé qu'une masse d'eau en bon état peut tout de même nécessiter des mesures de préservation limitant les pressions qui s'exercent sur celle-ci, au titre de l'objectif de non dégradation.

Par ailleurs, le référentiel jugeant de l'état des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées est différent du référentiel des masses d'eau naturelles. On parle alors de bon potentiel écologique et les valeurs de référence sont dans ce cas moins strictes.



Lac de Carcès

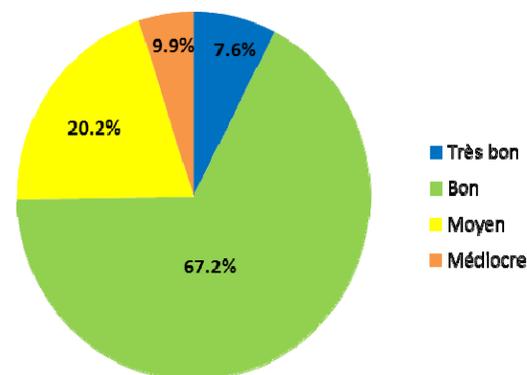


Fig. 2 : état écologique des eaux de surface (toutes masses d'eau confondues)



Fig. 3 : état écologique des eaux de surface (par catégorie de masses d'eau)

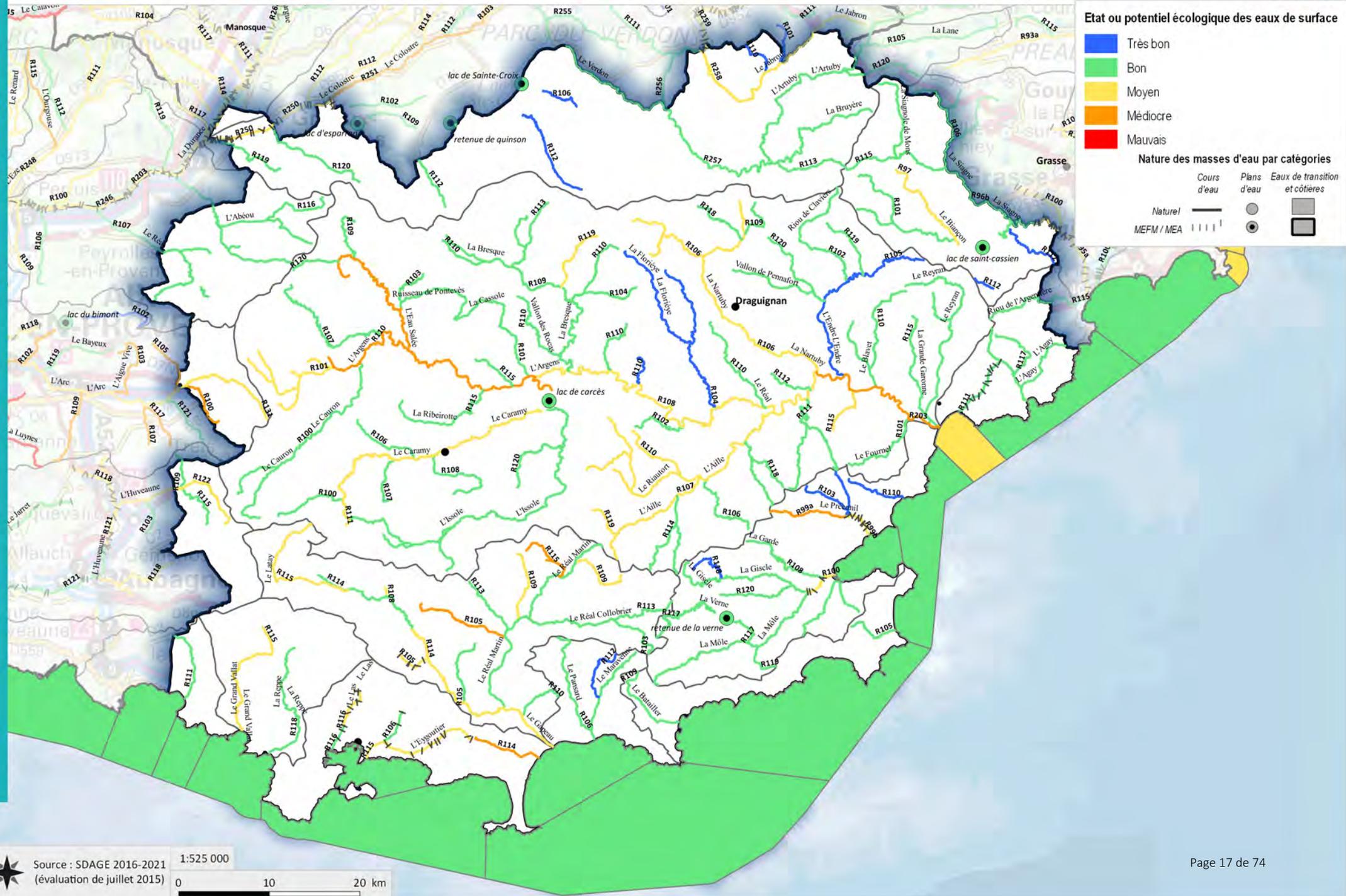
Près des trois-quarts des cours d'eau du département sont en bon état écologique. Néanmoins, les bassins versants du Gapeau, de la Giscle, de l'Eygoutier, de l'Argens, ainsi que le Golfe de Fréjus présentent un état dégradé. Cette situation est essentiellement due aux pollutions ponctuelles et diffuses d'origine domestique et industrielle, ainsi qu'aux nombreux aménagements impactant les milieux aquatiques : urbanisation, infrastructures de transports et de loisirs, phénomènes d'érosion.

Source : données 2011 à 2013 pour les cours d'eau, 2007 à 2013 pour les plans d'eau, et 2013 pour les eaux côtières.

Etat ou potentiel écologique des masses d'eau superficielle

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



Etat ou potentiel écologique des eaux de surface

- Très bon
- Bon
- Moyen
- Médiocre
- Mauvais

Nature des masses d'eau par catégories

	Cours d'eau	Plans d'eau	Eaux de transition et côtières
Nature I	—	○	■
MEFM / MEA		●	■

3A.4 L'état chimique des masses d'eau superficielle

L'état chimique d'une masse d'eau de surface est déterminé en mesurant la concentration de 41 substances visées par la DCE⁽¹⁾ : métaux, pesticides, hydrocarbures, etc.

L'évaluation de l'état chimique des eaux de surface est établie en fonction de l'arrêté du 25 janvier 2010, modifié par l'arrêté du 27 juillet 2015.

Le bon état chimique est atteint lorsque l'ensemble des concentrations en substances ne dépasse pas les valeurs seuils fixées, appelées normes de qualité environnementale (NQE). Celles-ci sont établies par rapport à leurs effets toxiques sur l'environnement et la santé et sont les mêmes pour tous les types et catégories de masses d'eau (cours d'eau, etc.). Les NQE sont définies en concentration moyenne annuelle ainsi qu'en concentration maximale admissible dans l'eau. L'état chimique des eaux de surface prévoit deux classes de qualité : bon et mauvais.

Afin de ne pas masquer les progrès accomplis, les résultats de l'évaluation de l'état chimique des eaux de surface sont présentés de manière séparée avec les ubiquistes et sans. Les substances dites "ubiquistes"⁽²⁾ sont des composés chimiques émis par les activités humaines, bioaccumulables et toxiques, qui restent longtemps présents dans l'environnement aquatique. De ce fait, elles dégradent régulièrement les bilans chimiques sur l'état des eaux. Néanmoins, ces substances ubiquistes sont prises en compte dans l'état global des eaux de surface.



L'Argens

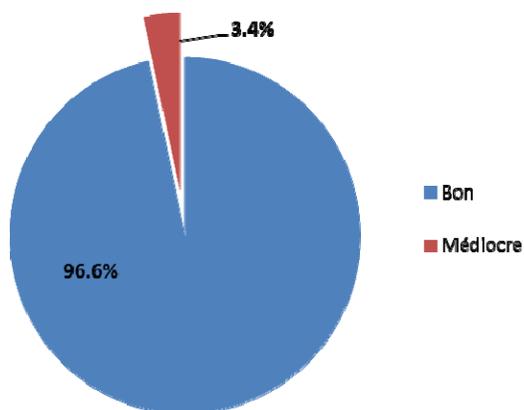


Fig. 4 : état chimique des eaux de surface (avec substances ubiquistes)

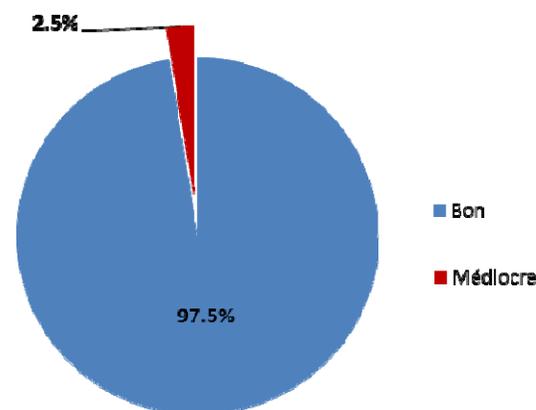


Fig. 5 : état chimique des eaux de surface (sans substance ubiquiste)

Près de 97% des eaux de surface du département sont en bon état chimique (en prenant en compte les substances ubiquistes). Les territoires présentant un état médiocre sont notamment les côtiers ouest toulonnais (présence de Cadmium) ainsi que le Gapeau (présence de HAP). Tous les plans d'eau et les eaux côtières du département atteignent le bon état chimique.

Source : données 2011 à 2013 pour les cours d'eau et les eaux côtières, et 2007 à 2013 pour les plans d'eau.

⁽¹⁾ la directive 2013/39/UE définit 12 nouvelles substances prioritaires à prendre en compte pour l'évaluation de l'état chimique ; conformément aux dispositions nationales, elles le seront à compter de 2018.

⁽²⁾ les substances considérées comme ubiquistes sont les hydrocarbures aromatiques polycycliques, le tributylétain, le diphénylétherbromé et le mercure.

Etat chimique des masses d'eau superficielle (avec substances ubiquistes)

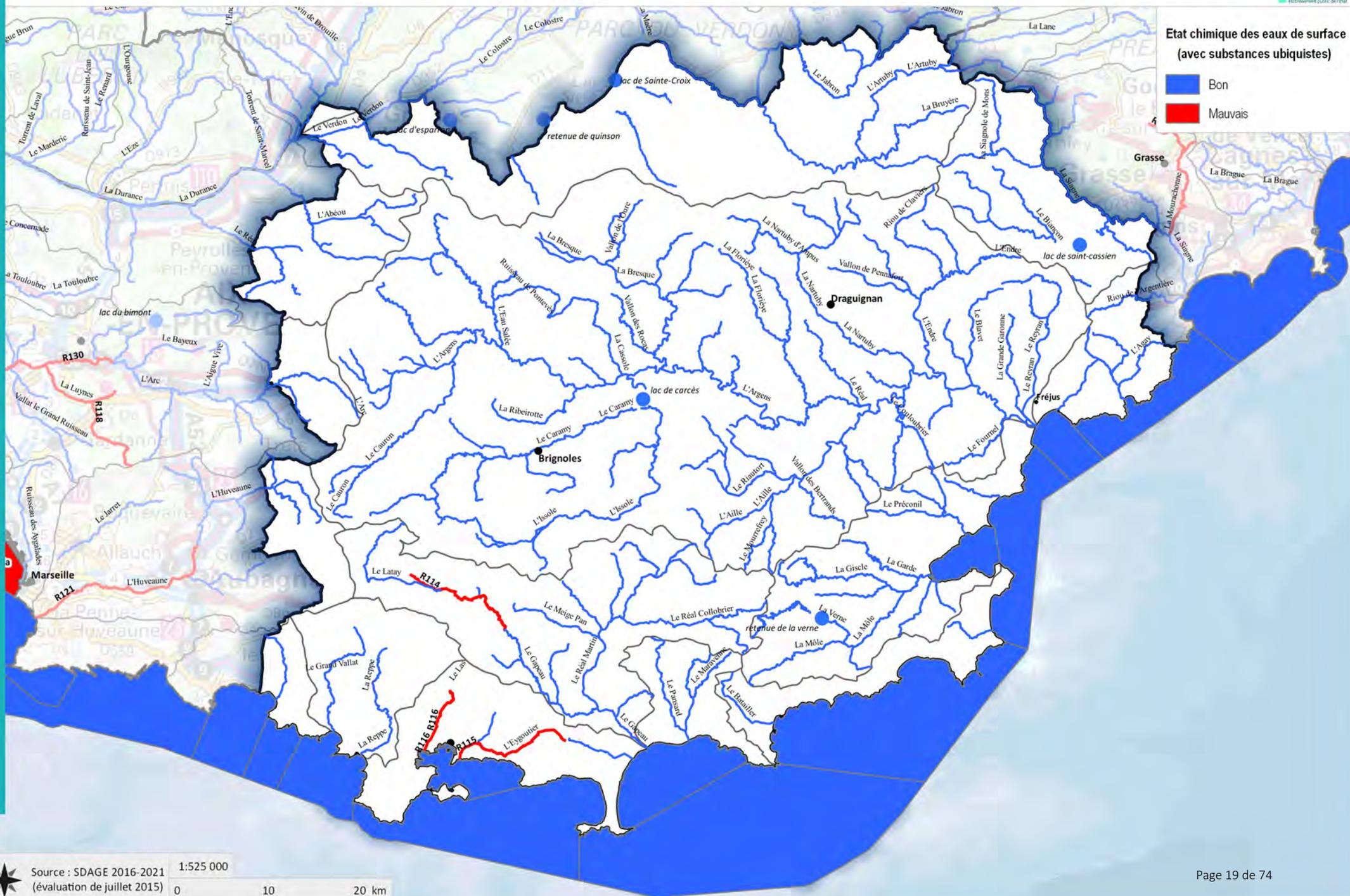
Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



Etat chimique des eaux de surface (avec substances ubiquistes)

- Bon
- Mauvais



Etat chimique des masses d'eau superficielle (sans substance ubiquiste)

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



Etat chimique des eaux de surface (sans substance ubiquiste)

- Bon
- Mauvais



Source : SDAGE 2016-2021
(évaluation de juillet 2015)

1:525 000



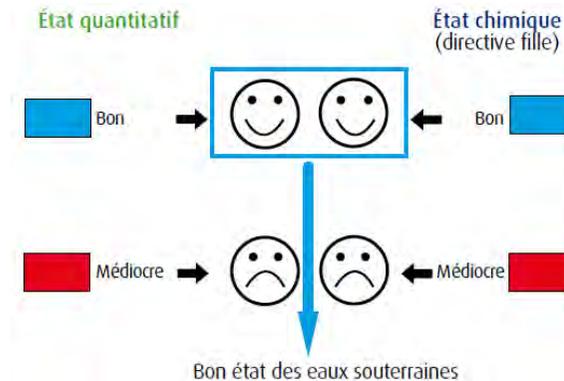
3B. L'état des masses d'eau souterraine

3B.1 Qu'est-ce que le bon état des eaux souterraines ?

Pour évaluer l'état d'une masse d'eau souterraine, l'objectif de bon état chimique est associé au respect d'objectifs d'état quantitatif. Ainsi, le bon état global d'une masse d'eau souterraine est atteint lorsque l'état chimique et l'état quantitatif sont bons (figure 5).

Les éléments de méthode pour l'évaluation des masses d'eau souterraines sont décrits dans le rapport de synthèse relatif aux eaux souterraines, qui figure parmi les documents d'accompagnement du SDAGE. Les valeurs-seuils retenues pour l'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines sont détaillées en annexe du SDAGE.

Fig. 6 : la notion de bon état des masses d'eau souterraine



3B.2 Le bilan de l'état des eaux souterraines du département

Le tableau ci-dessous montre l'évaluation de l'état des eaux réalisée pour le SDAGE en juillet 2015 pour le Var (une actualisation est prévue début 2019).

Dans le département du Var, 80 % des masses d'eau souterraine sont en **bon état global**. La grande majorité est en bon état quantitatif (90%) tandis que le bon état chimique est atteint pour 85% d'entre elles. Voir détails dans les pages suivantes.

	Type d'état des masses d'eau souterraine	Classes d'état			
		Bon état		Etat médiocre	
		Nb	%	Nb	%
Eaux souterraines (20 dans le département)	Etat chimique	17	85%	3	15%
	Etat quantitatif	18	90%	2	10%
	Bon état global	16 masses d'eau souterraine en bon état global, soit 80 %			

3B.3 L'état quantitatif des masses d'eau souterraine

L'état quantitatif des masses d'eau souterraine est considéré comme bon lorsque les prélèvements ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource disponible, et que l'alimentation en eau des écosystèmes aquatiques de surface et des zones humides directement dépendantes est garantie.

En outre, il ne doit pas y avoir de "baisse durable du niveau piézométrique (évolution interannuelle), hors effets liés aux changements climatiques".

Ainsi, l'évaluation du bon état quantitatif des eaux souterraines repose sur l'analyse :

- ❑ de l'évolution des niveaux piézométriques des eaux ;
- ❑ de l'évolution de l'état des eaux de surface associées ;
- ❑ de l'évolution des écosystèmes terrestres qui dépendent directement de la masse d'eau ;
- ❑ des modifications de la direction d'écoulement occasionnant une intrusion d'eau salée ou autre ;
- ❑ des zones de répartition des eaux définies au titre de l'article R.211-71 du code de l'environnement.



Compteur sur captage d'eau souterraine

Pour le bilan à la veille du SDAGE de 2016, les éléments suivants ont été considérés en plus de ceux déjà utilisés pour le bilan du SDAGE précédent :

- ❑ prélèvements mieux quantifiés et vérification des masses d'eau effectivement sollicitées (résultats des études d'évaluation des volumes prélevables) ;
- ❑ taux de sollicitation de la ressource pour chaque masse d'eau, quantifié à partir d'une comparaison des volumes prélevés annuellement par rapport à la recharge des masses d'eau par les précipitations ;
- ❑ examen des connexions entre écoulements souterrains et superficiels pour prendre en compte l'impact éventuel des prélèvements dans les eaux souterraines sur les eaux de surface ou les zones humides.

L'état quantitatif des eaux souterraines est établi selon l'arrêté du 17 décembre 2008 et la directive "filiale" de la DCE sur les eaux souterraines.

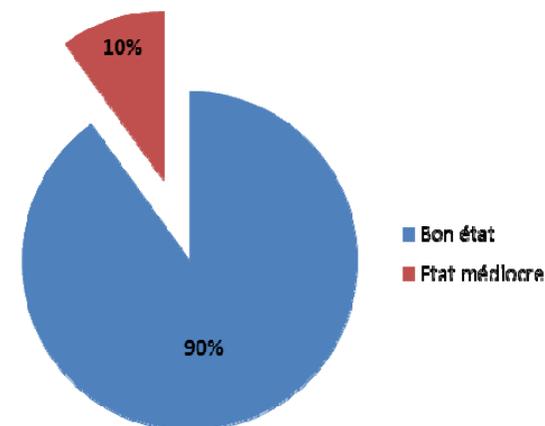


Fig. 7 : état quantitatif des masses d'eau souterraine

90% des masses d'eau souterraine du département sont en bon état quantitatif. Celles en état quantitatif médiocre sont les alluvions du Gapeau et de l'Argens, en lien avec l'avancée du biseau salé. - Source : données disponibles en mai 2015 sur le portail ADES et dans les études d'évaluation des volumes prélevables

Etat quantitatif des masses d'eau souterraine

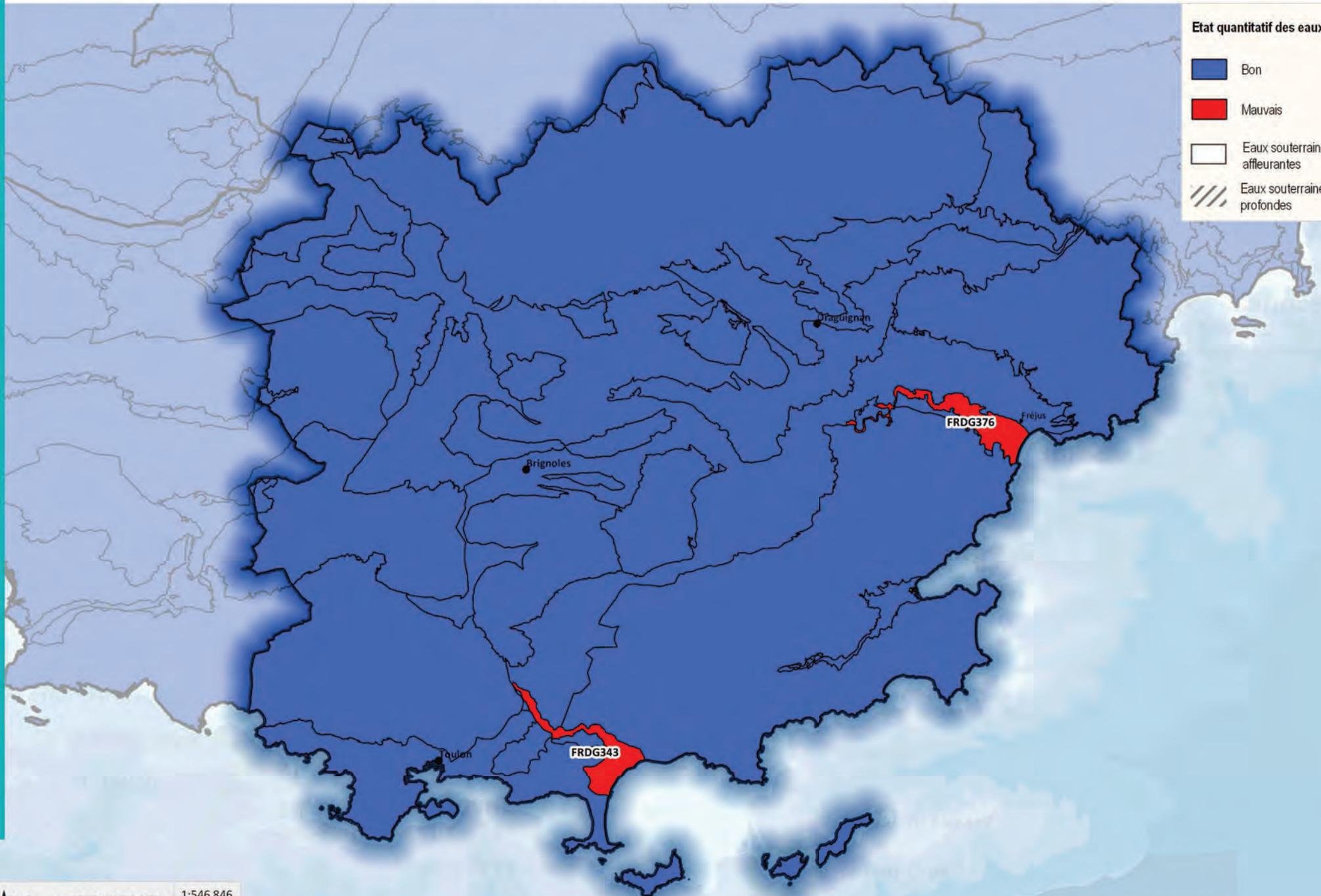
Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Vegetation Paca & Corse - Fev. 2018



Etat quantitatif des eaux souterraines

-  Bon
-  Mauvais
-  Eaux souterraines affleurantes
-  Eaux souterraines profondes



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:546 846

0 10 20 km

3B.4 L'état chimique des masses d'eau souterraine

Comme pour les eaux de surface, l'état chimique d'une masse d'eau souterraine est considéré comme bon lorsque les concentrations de certains polluants ne dépassent pas les normes de qualité environnementales (NQE) propres aux eaux souterraines, et lorsqu'aucune intrusion d'eau salée due aux activités humaines n'est constatée.

L'état chimique des masses d'eau souterraine est calculé, dans un premier temps, en fonction de la moyenne des moyennes annuelles (Mma) et de la fréquence de dépassement de la valeur seuil (Freq) pour chaque point et chaque paramètre pris en compte. La masse d'eau est considérée en bon état si aucun des points ne dispose d'une Mma > valeur seuil (ou norme) ou d'une Freq > 20%.

Dans le cas contraire, une expertise est réalisée pour vérifier si certaines conditions sont remplies : surface dégradée < à 20% de la surface totale de la masse d'eau, pas d'incidence sur les écosystèmes associés, pas d'intrusion salée observée, usages humains non compromis, etc. Si ces conditions sont remplies, l'état de la masse d'eau concernée est évalué en état "bon", sinon celle-ci est évaluée en état "médiocre".



Lac du Grand Laoucien (La Roquebrussane)

L'état chimique des eaux souterraines est établi selon l'arrêté du 17 décembre 2008 et la directive "filles" de la DCE sur les eaux souterraines.

L'état chimique des eaux souterraines est resté globalement stable entre les deux bilans réalisés à la veille des SDAGE de 2010 et de 2016, ce qui apparaît normal sur cette courte période compte tenu des temps de renouvellement de l'eau très importants dans la plupart des milieux souterrains.

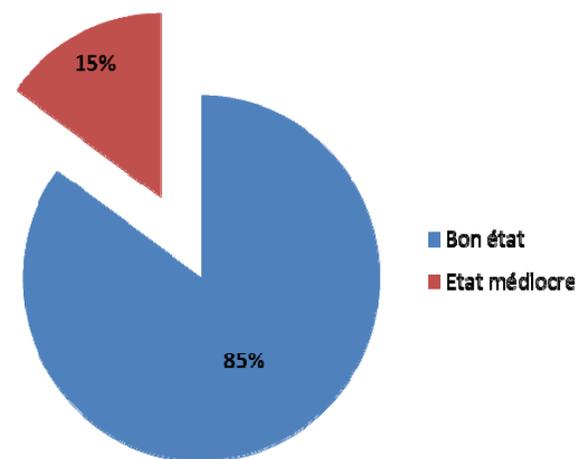


Fig. 8 : état chimique des masses d'eau souterraine

85% des masses d'eau souterraine du département sont en bon état chimique. Les masses d'eau dégradées concernent les alluvions de l'Arc de Berre, du Gapeau, et de la plaine de l'Eygoutier.
Source : données 2007 à 2013 du portail ADES

Etat chimique des masses d'eau souterraine

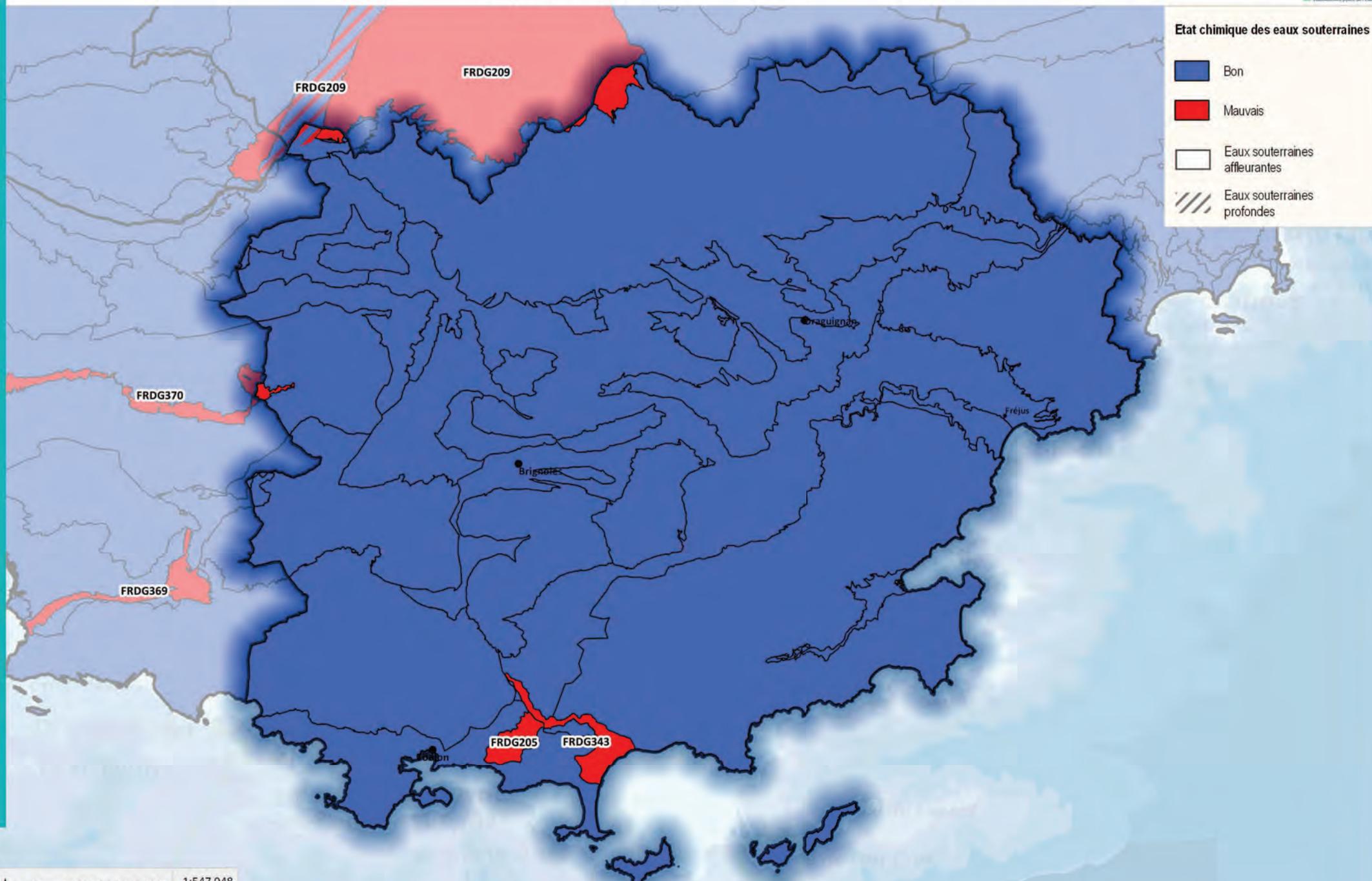
Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



Etat chimique des eaux souterraines

- Bon
- Mauvais
- Eaux souterraines affleurantes
- Eaux souterraines profondes



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage® ©IGN®

1:547 048

0 10 20 km

4. LES OBJECTIFS D'ATTEINTE DU BON ETAT DES EAUX

4.1 Une démarche préalable d'évaluation des pressions

L'état des lieux constitue la première phase de préparation du plan de gestion. Cette phase permet de faire une présentation des caractéristiques du bassin, une analyse de l'incidence des activités humaines sur l'état des eaux et une analyse économique de l'utilisation de l'eau. L'une des étapes de cet état des lieux consiste à évaluer le Risque de Non Atteinte des Objectifs Environnementaux (RNAOE) pour chaque masse d'eau. Cette évaluation est actualisée à chaque cycle de gestion.

Le RNAOE est le risque, pour une masse d'eau donnée, de ne pas atteindre en 2021 les objectifs environnementaux fixés par la DCE, en tenant compte de l'évolution prévisible des pressions sur les milieux (exemple : l'augmentation de la population) et des effets des politiques publiques déjà mises en œuvre (exemple : mise en service d'une station d'épuration des eaux).

La fonction centrale de l'identification du RNAOE consiste à évaluer les pressions susceptibles de faire obstacle à l'atteinte des objectifs et à identifier les problèmes importants. Les impacts de ces pressions sur les masses d'eau sont considérés comme importants dès lors qu'ils sont susceptibles de dégrader l'état des eaux, qu'ils soient avérés actuellement (état de la masse d'eau dégradé) ou probables.

Le RNAOE permet ensuite la construction du programme de mesures destiné à réduire la ou les pressions les plus importantes à l'origine du risque.



L'Artuby au Pont de la Selle

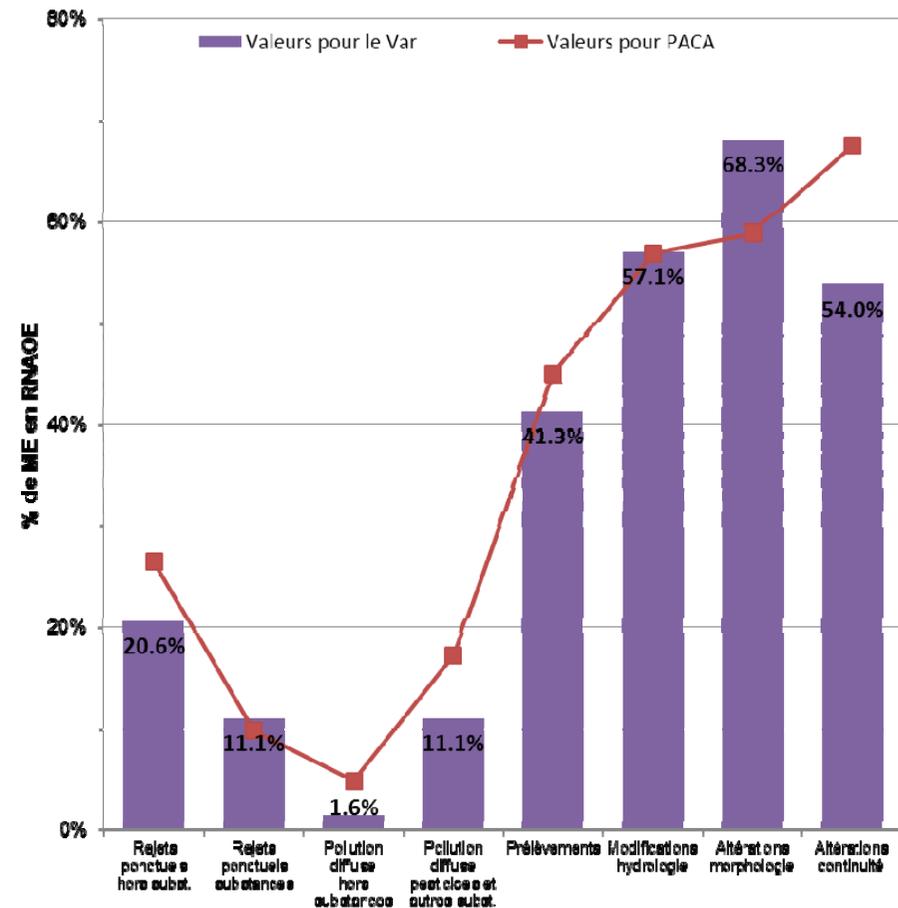


Fig. 9 : causes de risques pour les masses d'eau superficielle classées en RNAOE (% de masses d'eau RNAOE concernées)

Près de la moitié des masses d'eau superficielle du département sont classées en RNAOE. Cela peut concerner des masses d'eau évaluées en bon état car elles présentent alors un risque de dégradation. Les principales pressions à l'origine d'un risque concernent les altérations hydromorphologiques, puis les prélèvements, et la pollution par les rejets urbains et industriels. *Source* : état des lieux 2013 du SDAGE

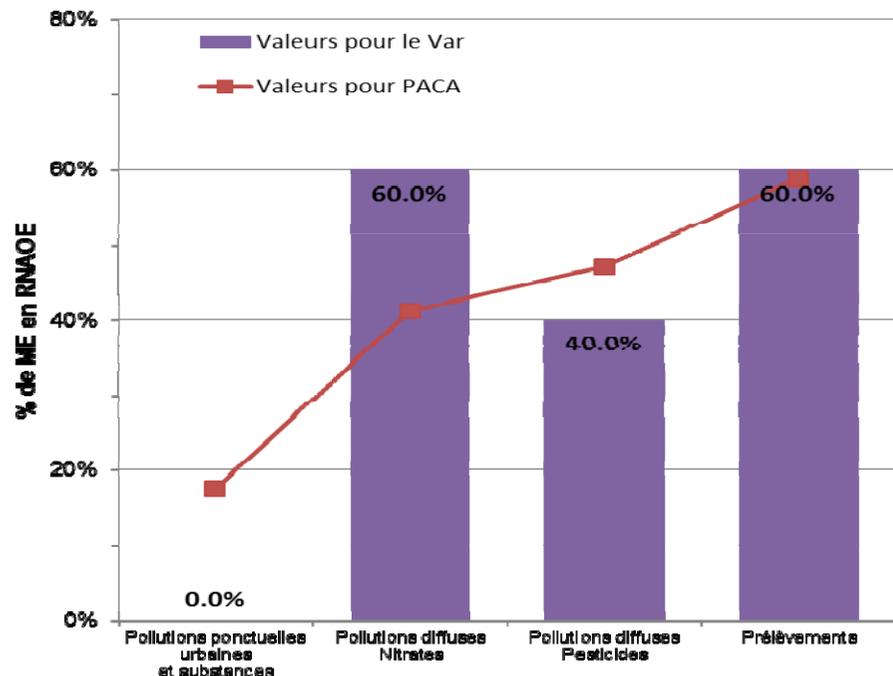


Fig. 10 : causes de risques RNAOE pour les eaux souterraines

Un tiers des masses d'eau souterraine du département sont classées en RNAOE. Les principales pressions à l'origine d'un risque concernent les prélèvements et la pollution diffuse par les nitrates, ainsi que la pollution diffuse par les pesticides.

Source : état des lieux 2013 du SDAGE

4.1 Des échéances pour 2015, 2021 et 2027

La Directive cadre sur l'eau (DCE) vise le bon état de toutes les masses d'eau en 2015. Toutefois, elle prévoit, sous conditions particulières, que si celui-ci ne peut être atteint dans ce délai, le SDAGE peut fixer des échéances plus lointaines en 2021 ou 2027, voire l'atteinte d'objectifs moins stricts.

Ces exemptions doivent être motivées. Celles-ci se font pour :

- ❑ des raisons de faisabilité technique : le temps et la complexité nécessaires à la mise en place des actions ne permet pas d'atteindre le bon état (marchés, études avant travaux...);
- ❑ des raisons financières (coûts disproportionnés) : les coûts économiques et sociaux sont trop importants au vu des bénéfices apportés par l'atteinte du bon état ;

- ❑ des raisons tenant aux conditions naturelles : les effets des actions ne sont pas suffisamment rapides pour l'atteinte du bon état (inertie des milieux aquatiques).

4.2 Une analyse de l'effort à fournir

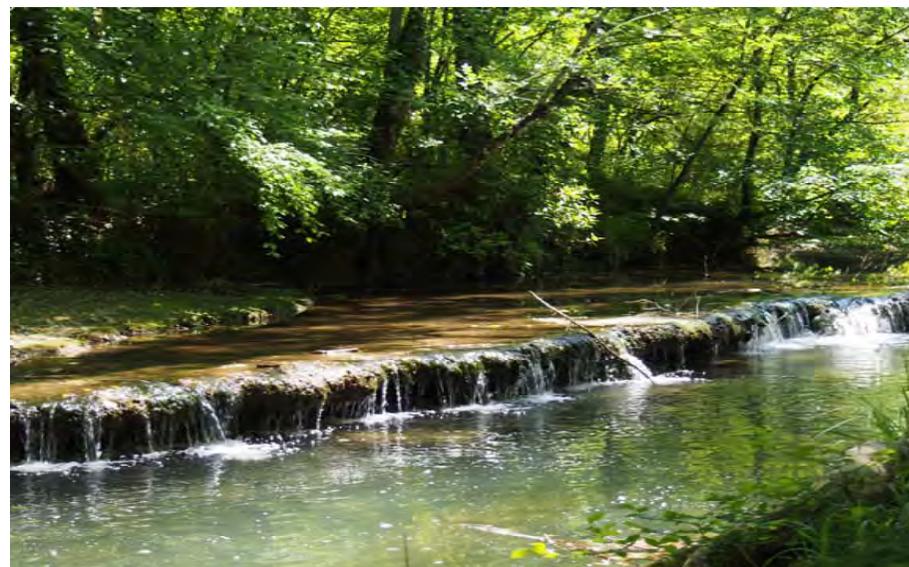
En vue de déterminer les efforts à engager pour atteindre le bon état, il s'avère essentiel d'estimer l'état des masses d'eau à ces échéances.

Pour ce faire, comme vu précédemment, une analyse de la situation initiale est tout d'abord réalisée lors de l'état des lieux.

Ensuite, une estimation de la situation à la prochaine échéance permet d'identifier les nouvelles actions nécessaires pour atteindre les objectifs de bon état, d'évaluer leur coût, leur faisabilité technique, les délais d'amélioration du milieu aquatique et, par là même, d'examiner si un report de ces objectifs est nécessaire.

Les échéances d'atteinte du bon état sont fixées après estimation de la capacité des acteurs à faire et des financements mobilisables. Elles montrent l'effort à fournir pour atteindre le bon état des eaux. Pour plus de détails, voir annexe 3. Cet effort est réparti en plusieurs cycles de gestion et aboutit à l'élaboration du programme de mesures.

Les figures 11 à 13 ci-après permettent de visualiser les objectifs de bon état qui ont été fixés au niveau départemental pour 2021 et 2027 et de les comparer à l'état des masses d'eau évalué en 2015. Ils représentent ainsi l'effort à fournir tout au long des 2 prochains cycles de gestion pour atteindre les objectifs de bon état.



Le Caramy

Un temps et une complexité de mise en œuvre des mesures qui limitent l'atteinte du bon état

La majorité des eaux de surface du département est d'ores et déjà en bon état écologique d'où l'enjeu majeur de préservation de cet état pour le territoire (cf. figure 11 ci-dessous). Sur les masses d'eau dégradées, il est néanmoins nécessaire d'agir dès à présent pour pouvoir atteindre le bon état en 2021 ou 2027.

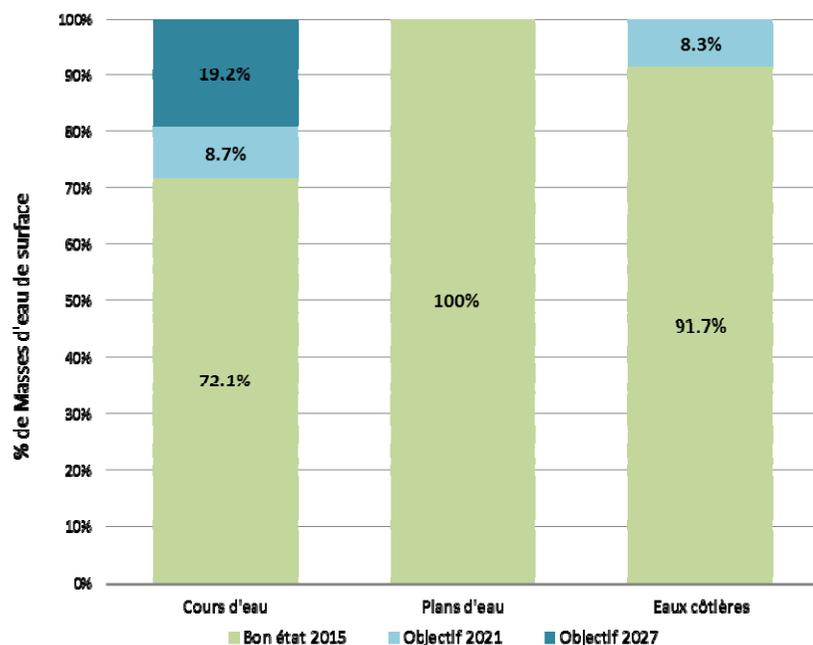


Fig. 11 : exemptions pour l'atteinte du bon état écologique des eaux de surface (par catégorie de masse d'eau)

Pour l'atteinte du bon état écologique, toutes les masses d'eau dégradées disposent d'un report de délais (échéances 2021 ou 2027) pour cause de **faisabilité technique**. Ainsi, le temps nécessaire à la mise en œuvre des mesures permettant l'atteinte du bon état s'avère être un obstacle majeur pour les eaux de surface. Les pressions à l'origine de ce report concernent principalement les perturbations hydromorphologiques, et les matières organiques et oxydables. Pour les masses d'eau côtière, ce sont les substances et les activités maritimes qui sont à l'origine du report de délai.

Pour l'atteinte du bon état chimique des eaux de surface, seuls les cours d'eau sont concernés par un report de délai (échéance 2027), essentiellement à cause de la présence du cadmium et de ses composés.

Concernant les masses d'eau souterraine, la difficulté à l'atteinte du bon état chimique est liée aux conditions naturelles.

L'inertie des masses d'eau souterraines est en effet bien plus importante que celle des masses d'eau de surface, du fait de la capacité de renouvellement plus faible et du temps de séjour plus long de l'eau dans les aquifères.

Pour les masses d'eau souterraines dégradées, l'atteinte du bon état chimique n'est pas prévue avant 2027 (cf. figure 12). Les causes de dégradation sont toutes dues à la présence de contaminations par les nitrates ainsi que, dans une moindre mesure, par les pesticides et les pollutions urbaines.

Par ailleurs, le bon état quantitatif des eaux souterraines est d'ores et déjà atteint pour 90 % de celles-ci (cf. figure 13).

Les reports de délais (échéance 2021) sont motivés par des déséquilibres entre les prélèvements et la ressource en eau, ainsi que par les intrusions salées.

Ces exemptions sont justifiées par la complexité de mise en œuvre des actions qui limitent l'atteinte du bon état (faisabilité technique).



Bargème

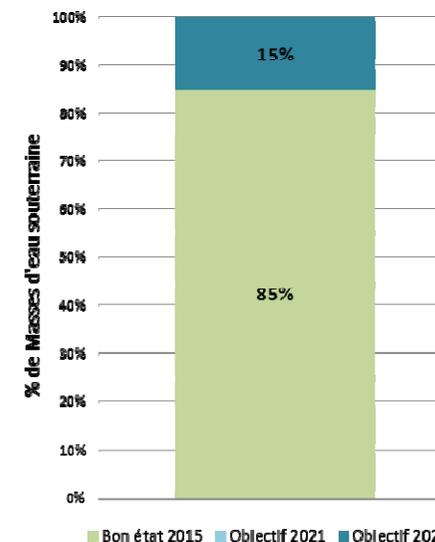


Fig. 12 : exemptions pour l'atteinte du bon état chimique des eaux souterraines

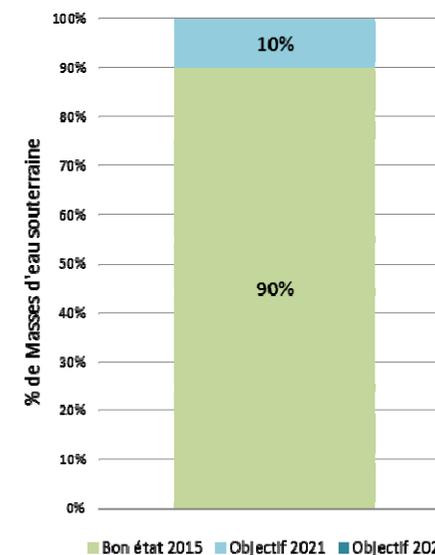


Fig. 13 : exemptions pour l'atteinte du bon état quantitatif des eaux souterraines

Objectifs d'état ou de potentiel écologique des masses d'eau superficielle

Département du Var

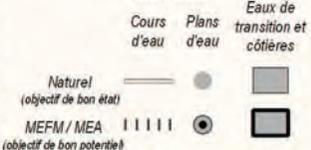
Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délegation Paca & Corse - Fév. 2018



Echéances d'atteinte du bon état ou du bon potentiel écologique

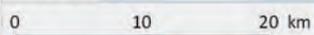


Nature des masses d'eau par catégories



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:596 572



Objectifs d'état chimique des masses d'eau superficielle (avec substances ubiquistes)

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



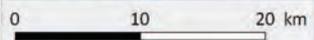
Echéances d'atteinte du bon état chimique des eaux de surface (avec substances ubiquistes)

- 2015
- 2021
- 2027



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:605 471



Objectifs d'état chimique des masses d'eau superficielle (sans substance ubiquiste)

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



Echéances d'atteinte du bon état chimique des eaux de surface (sans substance ubiquiste)

- 2015
- 2021
- 2027



Source : SDAGE 2016-2021
© BdCarthage © IGN®

1:601 746

0 10 20 km

Objectifs d'état quantitatif des masses d'eau souterraine

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Source : SDAGE 2016-2021
© BdCarthage® © IGN®

1:601 587

0 10 20 km

Objectifs d'état chimique des masses d'eau souterraine

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Source : SDAGE 2016-2021
© BdCarthage® © IGN®

1:601 556

0 10 20 km

5. LE PROGRAMME DE MESURES

5.1 Un outil en faveur des grands enjeux du territoire

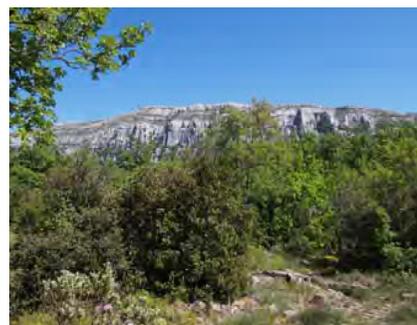
Avec les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions, le programme de mesures 2016-2021 (PDM) recense les mesures à mettre en œuvre au cours de cette période pour atteindre les objectifs de la DCE : non dégradation et atteinte du bon état des eaux, réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses, respect des objectifs des zones protégées.

Le programme de mesures assure également une cohérence avec les actions du plan de bassin d'adaptation au changement climatique ainsi qu'avec le plan de gestion des risques d'inondations (PGRI) établi en application de la Directive inondations, et le plan d'action pour le milieu marin (PAMM), établi en application de la Directive Cadre Stratégique pour le Milieu Marin (DCSMM).

Schématiquement, on distingue les mesures de base (réglementaires, législatives) qui constituent un socle commun à l'échelle nationale, des mesures complémentaires adaptées aux enjeux locaux et ciblées pour traiter les pressions qui s'opposent à l'atteinte des objectifs malgré la réglementation courante.



Le Caramy



La Sainte Baume



Lac de Besse

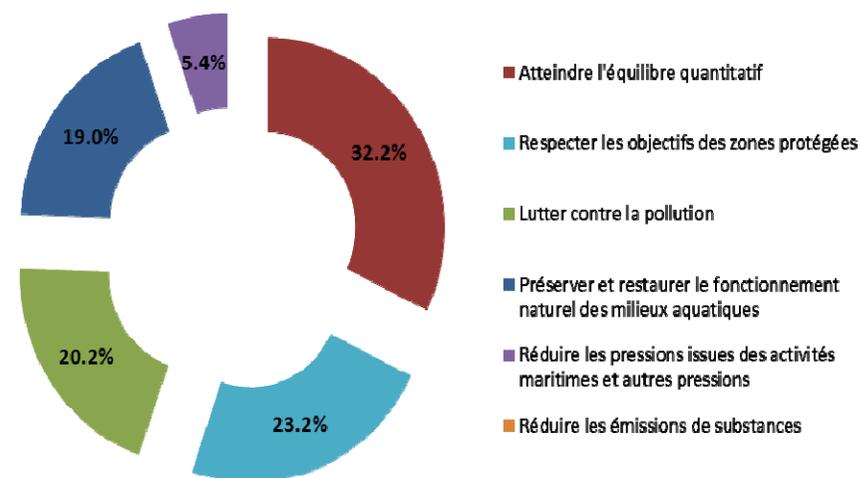
Le programme de mesures est un document de planification élaboré en concertation avec acteurs locaux, qui laisse une marge d'appréciation locale sur les actions précises à mener. Il fait l'objet d'une déclinaison opérationnelle dans chaque département, sous la forme de plan d'actions opérationnel territorialisé (PAOT). Cf. § 6.

Les principales mesures pour le département du Var portent sur :

- ❑ la restauration de l'équilibre quantitatif,
- ❑ la protection de la ressource en eau avec notamment :
 - la lutte contre la pollution par les nitrates des eaux souterraines (objectif des zones protégées),
 - la lutte contre la pollution d'origine urbaine, industrielle et agricole par les pesticides,
- ❑ la préservation et la restauration des espaces naturels aquatiques et du milieu marin.

Elles s'appuient sur une structuration dynamique du territoire (partenariats).

Fig. 14 : répartition des mesures pour le département, par grands domaines d'intervention et pour toutes les catégories de masses d'eau (eaux de surface et eaux souterraines)



5.2 Les mesures territorialisées à engager

Le programme de mesures identifie les actions destinées à diminuer les pressions qui dégradent l'état des masses d'eau ou à réduire leur impact. Il concerne donc les masses d'eau présentant un risque de non atteinte des objectifs environnementaux (RNAOE), caractérisées dans l'état des lieux du SDAGE.

Les mesures identifiées dans le programme de mesures couvrent un spectre très large de domaines d'intervention. Ces leviers d'intervention sont présentés dans les pages suivantes, regroupés par grandes thématiques d'actions.

Certaines masses d'eau en état dégradé ne disposent pas de mesures car leur état dépend d'actions situées sur d'autres masses d'eau ou de l'application de la réglementation en vigueur.

Dans le Var, 260 mesures ont été recensées pour l'ensemble des eaux superficielles et 55 pour les eaux souterraines, soit plus de 21% des mesures à engager en PACA. Ces mesures concernent 90 masses d'eau superficielle (dont 12 masses d'eau côtières) et 14 masses d'eau souterraine du département, soit respectivement 68% et 70% du total des masses d'eau du département.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des mesures du PDM pour le Var, par grands domaines d'intervention, par pressions à traiter et par grandes catégories de masses d'eau.

Domaines d'intervention	Pressions à traiter	Eaux superficielles		Eaux souterraines		Total départemental par domaine
		Répartition par pression	Répartition par domaine	Répartition par pression	Répartition par domaine	
Atteindre l'équilibre quantitatif de la ressource	Prélèvements	29,6 %	35,4 %	10,9 %	16,4 %	32,2 %
	Altération de l'hydrologie	5,8%		-		
	Intrusion salée	-		5,5 %		
Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux	Altération de la continuité	5,4 %	23,1 %	-	-	19 %
	Altération de la morphologie	17,7 %		-		
Lutter contre les pollutions	Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances	9,2 %	20,4 %	0 %	20 %	20,2 %
	Pollution diffuse par les nutriments	0,8 %		10,9 %		
	Pollution diffuse par les pesticides	7,3 %		9,1 %		
	Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides)	3,1 %		0 %		
Réduire les pressions issues de la fréquentation des sites naturels	Autres pressions	6,5 %	6,5 %	0 %	-	5,4 %
Respecter les objectifs des zones protégées	Conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage	7,3 %	14,6 %	7,3 %	63,6%	23,2 %
	Qualité des eaux de baignade	0 %		-		
	Qualité des eaux destinée à la consommation humaine	0,4 %		5,5 %		
	Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	6,9 %		50,9 %		
Réduire les émissions de substances dangereuses		0 %		0 %		0 %
TOTAL GENERAL		100 %		100 %		100 %

Fig. 15 : répartition des mesures pour le département, par domaines d'intervention et pressions à traiter, et par catégories de masses d'eau

S'adapter aux effets du changement climatique et préserver l'équilibre quantitatif de la ressource en eau

Les projections d'évolution climatique pour le bassin Rhône-Méditerranée montrent des signes très nets qui annoncent un climat plus sec avec des ressources en eau moins abondantes et plus variables, et des sécheresses plus intenses et plus longues.

Des incidences majeures sur les différents volets de la gestion de l'eau sont déjà en œuvre et s'intensifieront. Ces impacts sont particulièrement prégnants dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, marquée par la présence d'un climat méditerranéen, de secteurs de montagne, du Rhône, mais aussi par une croissance démographique génératrice de pressions supplémentaires sur les milieux aquatiques et par des activités économiques de premier plan (tourisme, énergie, industrie, agriculture, etc.).

Dans le département du Var, de nombreux secteurs sont en situation déficitaire vis-à-vis de la ressource en eau. Des **Plans de Gestion de la Ressource en Eau** (PGRE) sont donc élaborés sur ces territoires afin de définir un programme d'actions permettant notamment d'organiser le partage de l'eau entre les différents usages.

En parallèle, plusieurs zones du Var ont fait l'objet d'un classement en **Zone de Répartition des eaux** (ZRE) en raison d'une situation de déséquilibre quantitatif chronique : les bassins du Gapeau, du Caramy-Issole et de la Bresque ainsi que les alluvions du Gapeau, de la Giscle-Môle et de la nappe alluviale de l'Argens. Ces ZRE visent à contrôler et à mettre en adéquation les prélèvements avec les ressources disponibles (voir carte 7E extraite du SDAGE).

L'adaptation au changement climatique passe d'abord par des actions de réduction de la vulnérabilité et par le développement des capacités à faire face. Les mesures correspondantes sont prévues dans le plan de bassin d'adaptation au changement climatique, le SDAGE et le programme de mesures.

28 types de mesures concourent significativement à prévenir ou à résorber les désordres liés au changement climatique. Il s'agit par exemple, d'économiser durablement l'eau, de réduire les pollutions par les nutriments, de réduire l'imperméabilisation des sols, de restaurer la continuité écologique et le bon fonctionnement des milieux, de préserver la fonction hydraulique des zones inondables, de préserver le cordon littoral et les zones humides...

Ainsi, à l'échelle des masses d'eau souterraine (voir cartes 7A-1 et 7A-2 extraites du SDAGE) et superficielle (voir carte 7B extraite du SDAGE), le programme de mesures 2016-2021 décline des mesures :

- ❑ d'**économies d'eau** pour tous les usages, même si l'approvisionnement en eau vient de la Durance car les actions de meilleure gestion et d'anticipation des pénuries sont à mettre en œuvre dès aujourd'hui,
- ❑ de **protection des aquifères stratégiques** pour garantir une eau de bonne qualité et en quantité pour les générations futures.

Les problématiques de gestion qui concernent plusieurs catégories d'usagers voire plusieurs ressources nécessitent le plus souvent l'instauration d'un dispositif de gestion concertée. Par exemple, face au défi du partage de l'eau, la répartition entre les différents irrigants des volumes d'eau prélevés à usage agricole sur un territoire donné doit être confiée à un **Organisme Unique de Gestion Collective** (OUGC). Cette répartition doit se faire dans le respect des volumes prélevables agricoles définis pour garantir le seuil minimum de survie des milieux concernés.

Par ailleurs, les cartes 5E-A et 5E-B extraites du SDAGE présentent les masses d'eau et aquifères stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein desquelles des **zones de sauvegarde** ont été (ou doivent être) identifiées. Ces zones de sauvegarde nécessitent des actions spécifiques de maîtrise des prélèvements.

La définition des actions nécessaires à leur préservation doit faire l'objet d'une démarche concertée avec les acteurs locaux s'appuyant sur les lieux de gouvernance de l'eau : CLE des SAGE et comités de milieux notamment. Elle doit également impliquer les acteurs associés à l'élaboration des documents d'urbanisme.

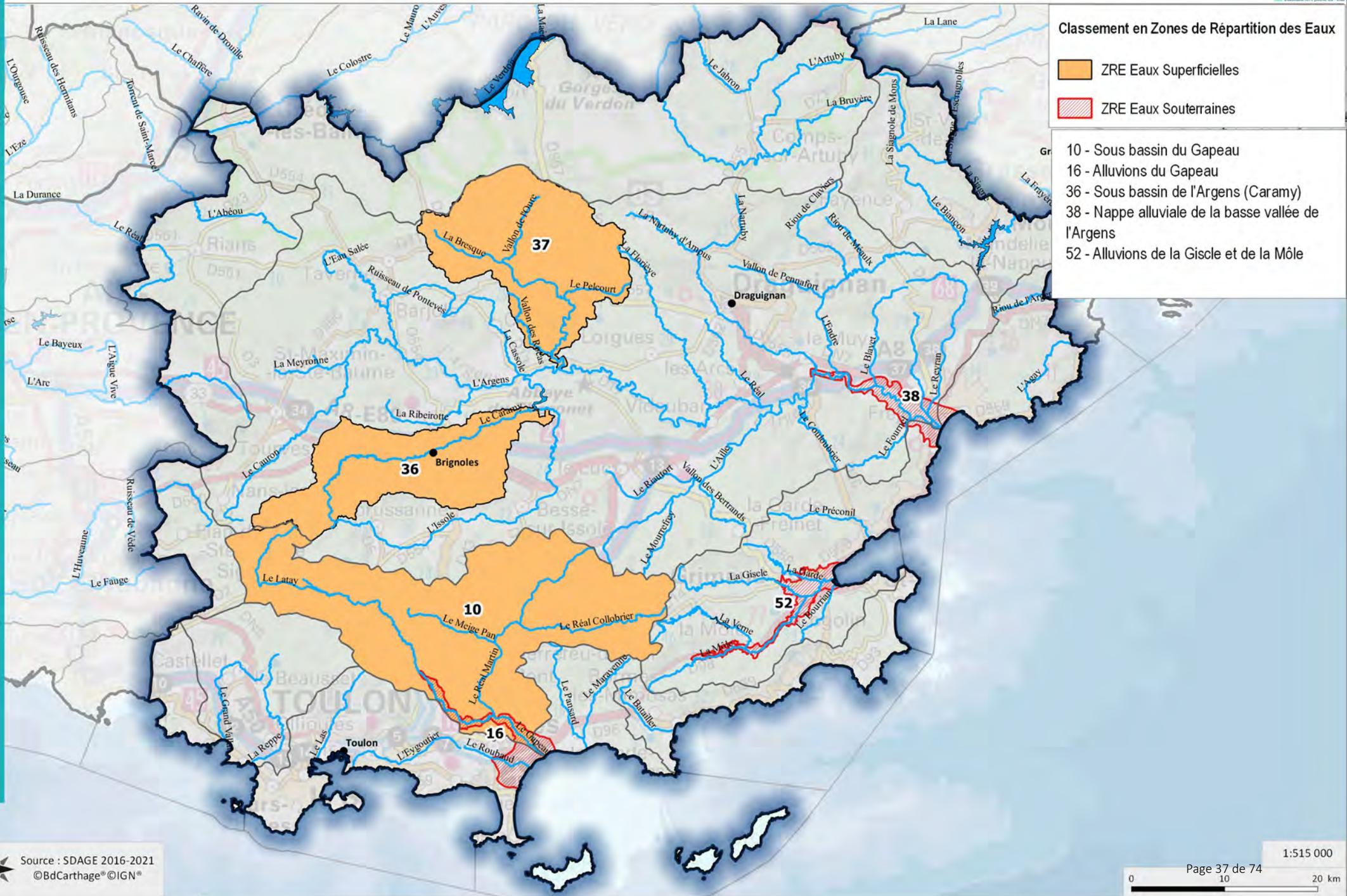


Le Verdon à Vinon

Carte 7E : zones de répartition des eaux en vigueur au 31 décembre 2017

Département du Var

Réalisation:
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse-Fév. 2018



Carte 7A-1 et 7A-2 : actions relatives au bon état quantitatif des masses d'eau souterraine

Département du Var



Lutter contre les pollutions

Il s'agit de lutter contre toutes les pollutions qui portent atteinte à la qualité des milieux aquatiques, en mettant la priorité sur la protection de la santé, l'amélioration des réseaux d'assainissement, une meilleure gestion des boues issues de stations d'épuration, et une gestion durable et intégrée des eaux pluviales.

> Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle

La mise en œuvre de la **directive "Eaux Résiduaires Urbaines"** (ERU) a permis de réduire fortement la pollution organique dans les milieux aquatiques.

Au-delà de ces obligations réglementaires, des travaux complémentaires sont nécessaires dans certains sous bassins (voir carte 5A extraite du SDAGE). Ils sont répartis en quatre volets :

- ❑ la lutte contre les pollutions propagées par les eaux pluviales, sources majeures d'apports en micropolluants dans le milieu aquatique ;
- ❑ l'amélioration ou la création de systèmes d'assainissement (réseaux et station d'épuration) ainsi que le traitement plus poussé de certains rejets ;
- ❑ le traitement des rejets issus d'activités non visées par les obligations réglementaires (activités vinicoles, piscicoles et de production agro-alimentaire) ;
- ❑ le traitement des rejets liés aux pollutions domestiques diffuses et dispersées (assainissement non collectif).

> Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques

L'application des dispositifs réglementaires en **zones vulnérables et en zones sensibles** contribue à la lutte contre l'eutrophisation. En complément de ces obligations, le programme de mesures prévoit de lutter contre les pollutions d'origine agricole et urbaine et d'améliorer la qualité physique des milieux (voir carte 5B-A extraite du SDAGE).

Les mesures prévues pour réduire les pollutions domestiques et industrielles participent aussi à la lutte contre l'eutrophisation. De plus, les mesures prévues pour la restauration d'un débit et d'un régime hydrologique permettant le bon fonctionnement des milieux concourent également à la lutte contre l'eutrophisation (voir ci-avant carte 6A-D extraite du SDAGE).

Par ailleurs, des mesures complémentaires à la mise en œuvre de la directive « nitrates » sont identifiées pour la **reconquête de la qualité des eaux des captages prioritaires**, afin de limiter les apports et transferts de fertilisants (voir carte 5E-C extraite du SDAGE).

Enfin, des mesures de restauration de zones humides sont proposées pour contribuer au traitement des pollutions diffuses.



Gorges du Caramy



La Nartuby à Trans-en-Provence

> Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses

La lutte contre la pollution par les substances dangereuses⁽³⁾ nécessite d'intervenir à plusieurs niveaux :

- ❑ réduire les rejets issus des processus de fabrication industriels (métallurgie, plasturgie, traitement du bois, etc.) et, au niveau du littoral, la réduction des rejets issus des activités portuaires (eaux usées, aires de carénage, etc.) ;
- ❑ contrôler et actualiser les autorisations de rejets et de raccordement ;
- ❑ maîtriser et réduire les pollutions issues de sites pollués abandonnés ou sources de contamination importantes ;
- ❑ lutter contre les pollutions propagées par les eaux pluviales.

La carte 5C-A extraite du SDAGE représente les masses d'eau sur lesquelles des **actions de réduction des pollutions par les substances** sont nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux : bon état chimique, bon état écologique et objectifs de réduction des émissions de flux de substances. Les agglomérations à enjeu vis-à-vis des émissions, quantifiées ou estimées au regard des types d'activités raccordées, ont été prises en compte pour l'élaboration de cette carte.

La carte 5C-B extraite du SDAGE représente, de façon plus large à l'échelle des sous bassins, l'ensemble des **mesures à mettre en œuvre pour atteindre le bon état et réduire les émissions de substances dangereuses**. La carte 5C-C extraite du SDAGE reprend cette illustration pour les eaux souterraines.



La Nartuby à Rebouillon

> Lutter contre la pollution par les pesticides et maîtriser les risques pour la santé humaine

Les pollutions diffuses par les nitrates et les pesticides affectent les eaux brutes utilisées pour la production d'eau potable. Ainsi, le SDAGE identifie les **captages prioritaires qui doivent faire l'objet de programme d'action** pour restaurer la qualité de l'eau à l'échelle de leur aire d'alimentation (voir carte 5E-C extraite du SDAGE).

Pour atteindre les objectifs de maîtrise des risques pour la santé humaine, des **mesures de protection contre les pollutions diffuses, accidentelles, chroniques ou saisonnières**, sont à engager dans les zones de sauvegarde des masses d'eau souterraines et aquifères stratégiques pour l'alimentation en eau potable (voir cartes 5E-A et 5E-B extraites du SDAGE). La réglementation prévoit également l'élaboration de **profils de baignade** (directive 2006/77/CE concernant la qualité des eaux de baignade) visant à assurer la protection sanitaire de la population.

Par ailleurs, des **mesures plus spécifiques aux pesticides** sont prévues :

- ❑ en zone agricole, les actions consistent à réduire les pollutions diffuses en favorisant l'adoption de pratiques agricoles moins polluantes, et à supprimer les pollutions ponctuelles au cours des étapes de manipulation des produits. Ces mesures font appel aux actions visées par les plans de développement ruraux régionaux ;
- ❑ en zone non agricole, les mesures visent à l'amélioration des pratiques d'utilisation des pesticides en zones urbaines et à la gestion du désherbage sur les infrastructures de transport.

Des actions de restauration des zones humides contribuant au traitement des pollutions diffuses sont également proposées pour quelques masses d'eau.

Ces mesures peuvent être complétées par des actions visant à limiter les transferts vers les nappes et cours d'eau (bandes enherbées, etc.).

Les secteurs géographiques concernés par ces différentes mesures sont visualisés sur les cartes 5D-A et 5D-B extraites du SDAGE.

⁽³⁾ On entend par "substances dangereuses", les substances :

- prioritaires (dangereuses ou non) au titre de l'annexe X de la DCE et de ses directives filles de 2008 (2008/105/CE) ;
- pertinentes au titre de la liste I ou de la liste II de la directive 2006/11/CE ;
- pertinentes au titre de l'état écologique.

Carte 5B-A : Milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



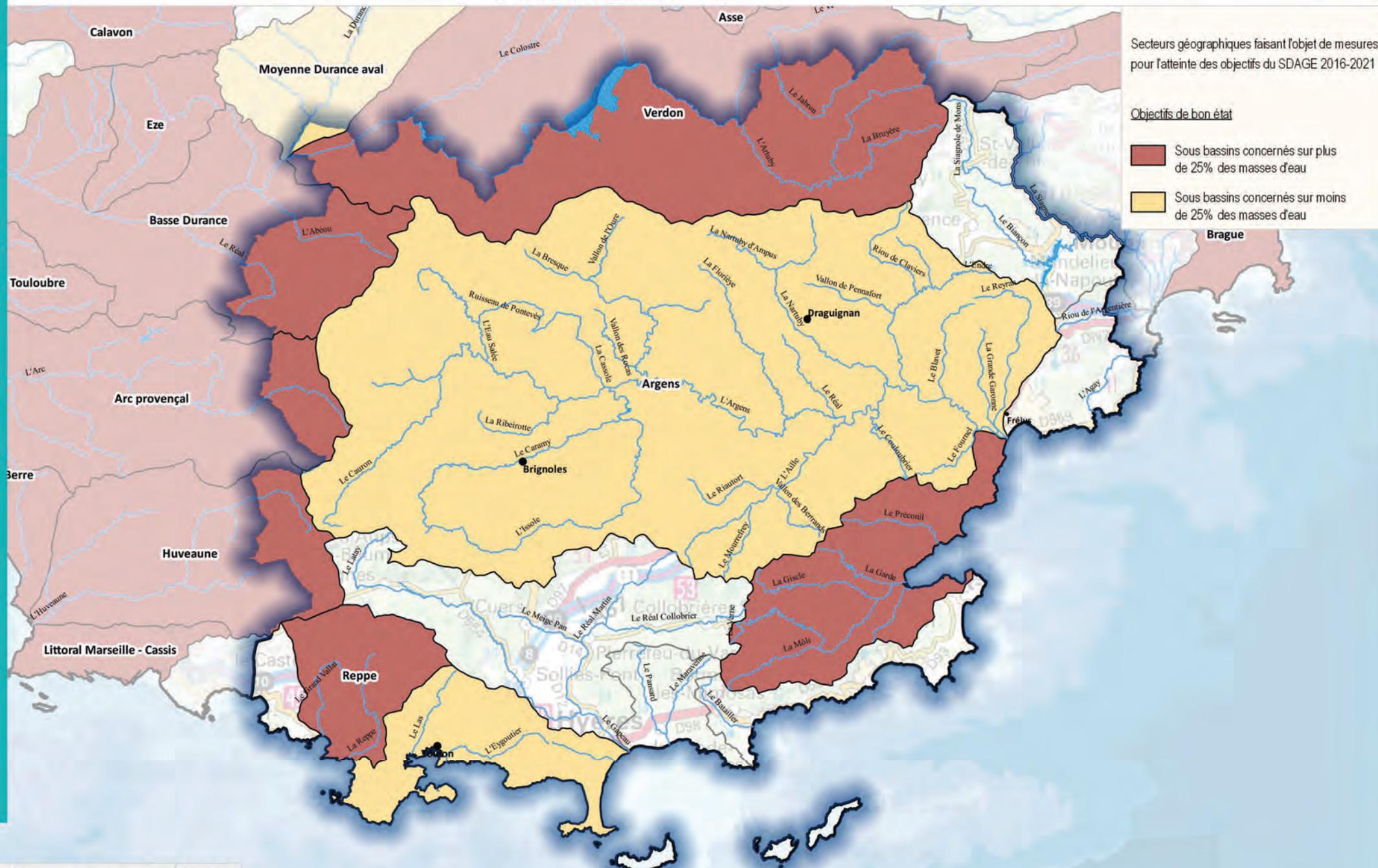
- Milieux concernés**
- Cours d'eau
 - Plans d'eau
 - ▲ Lagunes

Cette carte comprend des milieux sur lesquels les phénomènes d'eutrophisation sont avérés et des milieux en équilibre fragile du fait de pressions sur la morphologie, l'hydrologie ou la qualité de l'eau. Ces milieux doivent faire l'objet de mesures pour assurer leur non dégradation à long terme ou leur restauration, dans les conditions définies aux dispositions 5B-01 à 5B-04. Ces mesures doivent être adaptées aux circonstances locales et porter sur la réduction des pressions à l'origine du risque d'eutrophisation : altération de la morphologie ou de l'hydrologie, apports polluants en phosphore et en azote qu'ils soient d'origine urbaine ou agricole. Les actions menées en zones sensibles et en zones vulnérables constituent d'ores et déjà une réponse adaptée sur le plan des apports polluants en nutriments.

Carte 6A-D : Restauration de la diversité morphologique des milieux

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Secteurs géographiques faisant l'objet de mesures pour l'atteinte des objectifs du SDAGE 2016-2021

Objectifs de bon état

- Sous bassins concernés sur plus de 25% des masses d'eau
- Sous bassins concernés sur moins de 25% des masses d'eau

Carte 5E-C : captages prioritaires pour la mise en place d'actions vis-à-vis des pollutions diffuses nitrates et pesticides à l'échelle de leur aires d'alimentation - Département du Var



● Captages prioritaires du SDAGE 2016-2021

- gr471 : Retenue de Carcès
- gr624 : Forages Golf Hôtel
- gr626 : Puits de Fontqueballe
- gr627 : Puits de la Foux
- CE8301 : Puits des Noyers
- CE8302 : Puits du Père Eternel

Carte 5C-A : Lutte contre les pollutions ponctuelles par les substances dangereuses

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

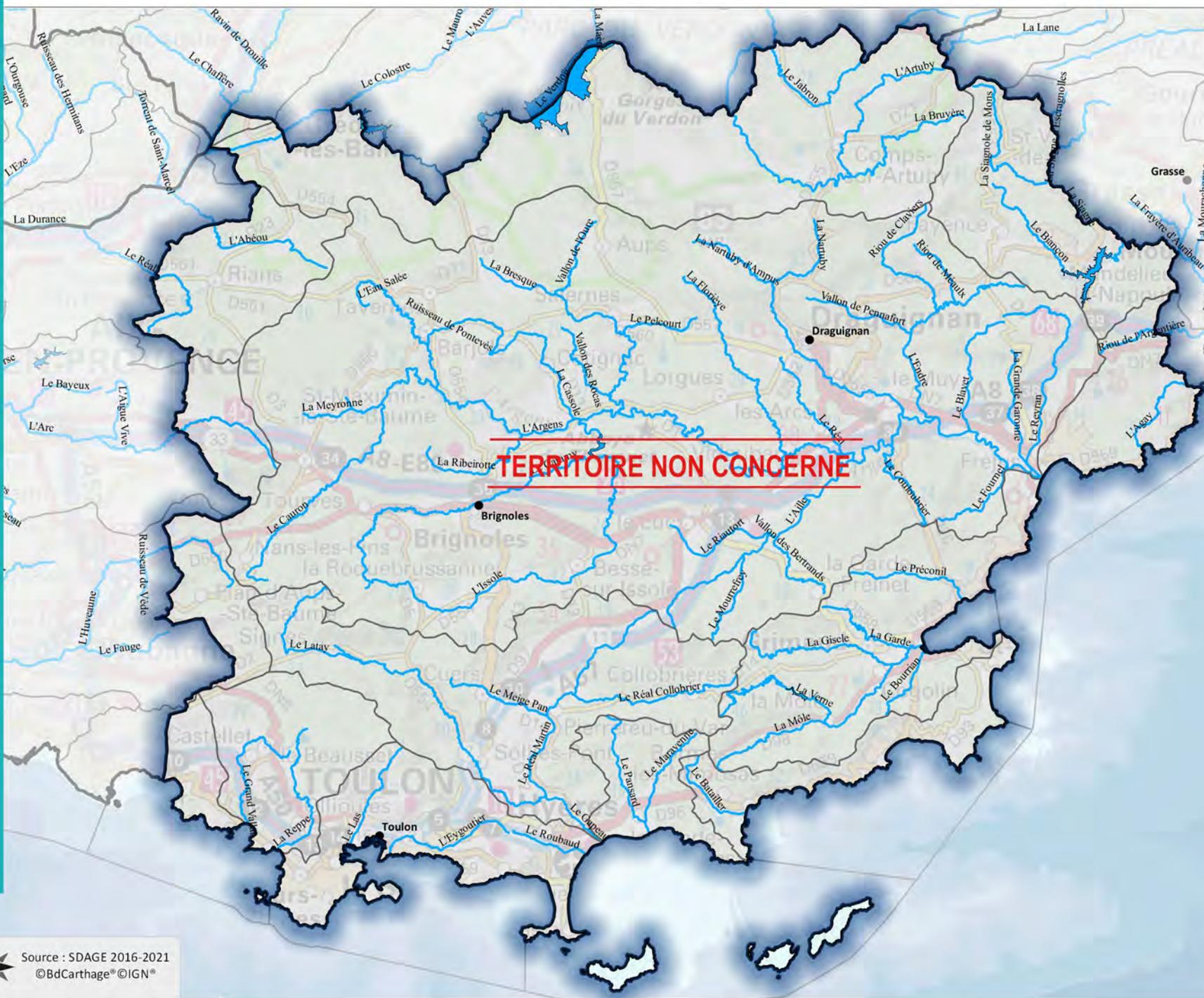
1:551 487



Carte 5C-C : lutte contre la pollution ponctuelle par les substances dangereuses (hors pesticide)

Département du Var

Réalisation:
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse-Fév. 2018



Secteurs géographiques faisant l'objet de mesures pour l'atteinte des objectifs du SDAGE 2016-2021

Objectifs de bon état et de réduction des émissions de substances

- Masse d'eau affleurante
- Masse d'eau profonde

Ne sont pas représentées les masses d'eau concernées par des pollutions ponctuelles ne remettant pas en cause leur bon état (disposition 5C-05 du SDAGE "maîtriser et réduire l'impact des pollutions historiques").

Carte 5E-A : Masses d'eau et aquifères stratégiques pour l'alimentation en eau potable Ressource d'enjeu départemental et régional à préserver

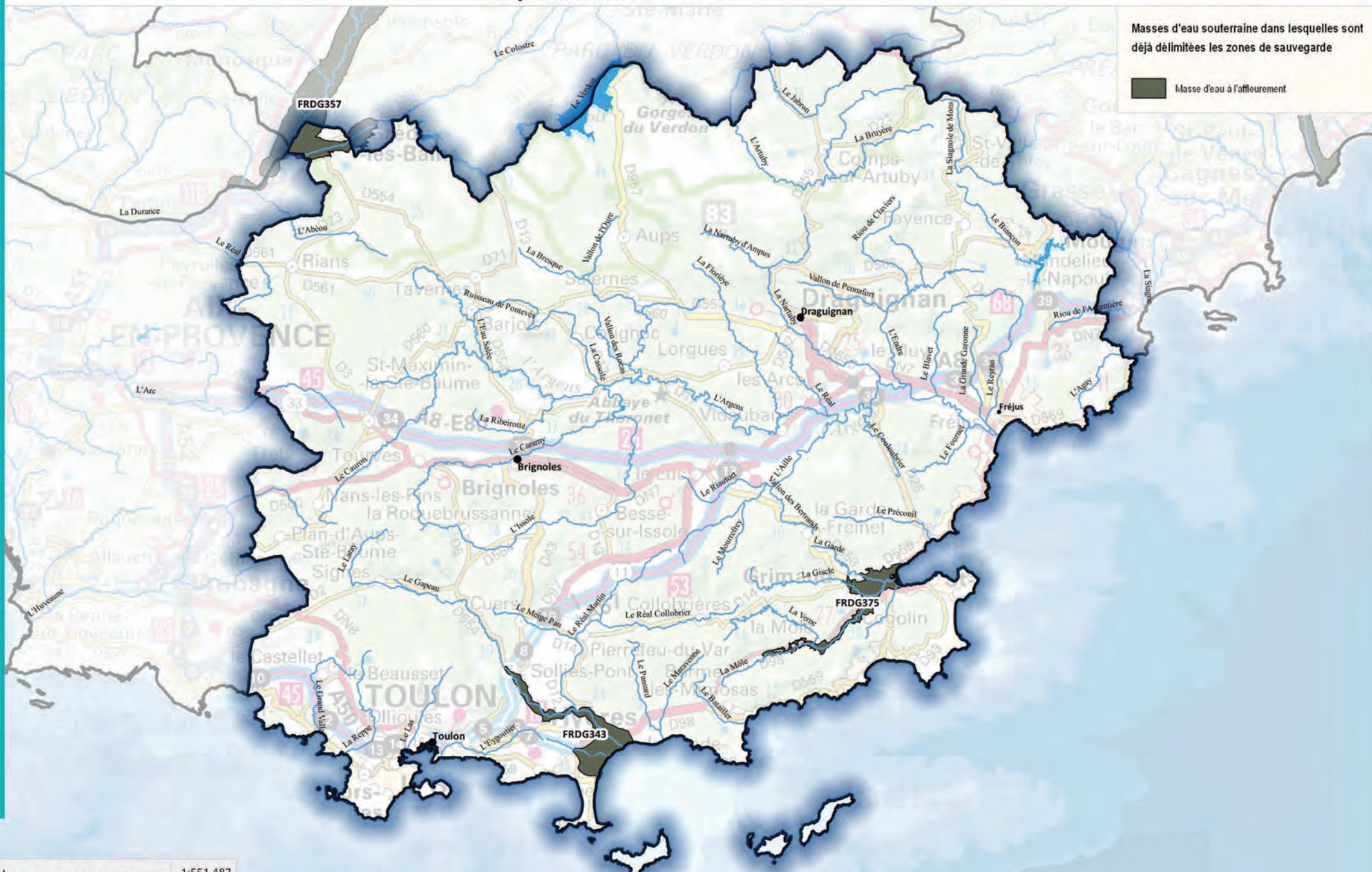
Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Masses d'eau souterraine dans lesquelles sont déjà délimitées les zones de sauvegarde

 Masse d'eau à l'affleurement



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:551 487

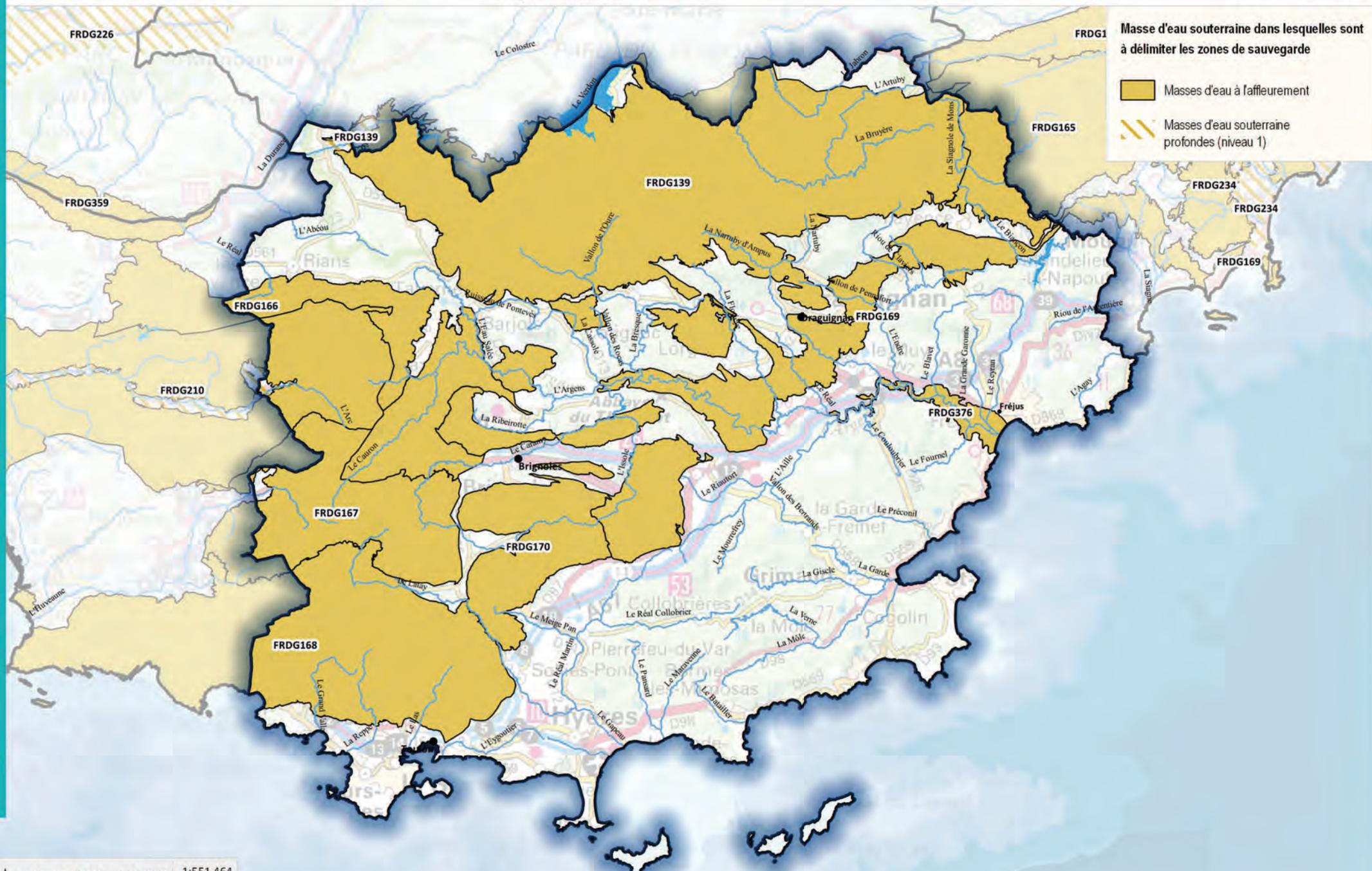
0 10 20 km

Carte 5E-B : Masses d'eau et aquifères stratégiques pour l'alimentation en eau potable

Ressource d'enjeu départemental et régional à préserver

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



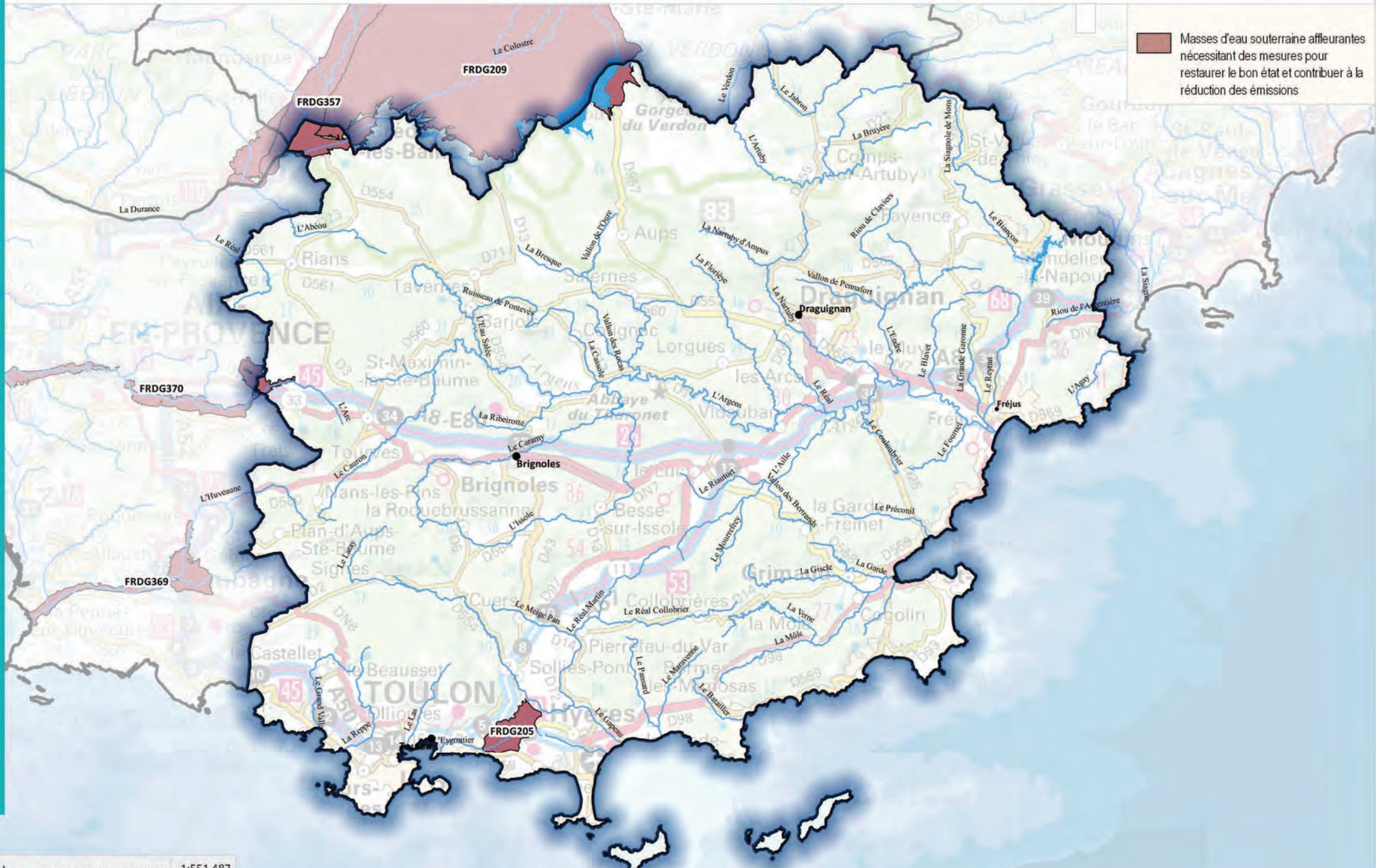
Masse d'eau souterraine dans lesquelles sont à délimiter les zones de sauvegarde

- Masses d'eau à l'affleurement
- Masses d'eau souterraine profondes (niveau 1)

Carte 5D-B : Lutte contre la pollution par les pesticides

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:551 487

0 10 20 km

Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et prévenir les inondations

Concernant la restauration physique des milieux aquatiques, un premier volet de mesures porte sur les facteurs prépondérants dont dépend cette restauration :

- ❑ un débit qui permette le bon fonctionnement des milieux ;
- ❑ une continuité biologique et des équilibres sédimentaires : interventions sur les ouvrages perturbants la continuité, mesures de gestion des apports sédimentaires.

La **préservation des réservoirs biologiques** (article R. 214-108 du code de l'environnement) est déterminante pour l'atteinte des objectifs de la DCE en termes d'état des masses d'eau et de sauvegarde de la biodiversité à l'échelle des bassins versants (cf. carte 6A-A extraite du SDAGE). Ils contribuent à ce titre aux objectifs des **Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique** (SRCE) en constituant à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques de la trame verte et bleue.

Les mesures de **suppression ou d'aménagement d'ouvrages** (seuils ou barrages) portent sur ceux identifiés par le SDAGE comme prioritaires (voir carte 6A-C extraite du SDAGE), en référence au plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) et à la liste 2 établie en application de l'article L. 214-17 du code de l'environnement (voir cartes 6A-B extraites du SDAGE).

Un second ensemble de mesures concerne des **actions de restauration** portant sur les lits et les annexes des cours d'eau, sur le milieu marin et sur la gestion des plans d'eau (voir carte 6A-D extraite du SDAGE). Des mesures de **maîtrise foncière et de restauration de zones humides** sont également identifiées sur certaines masses d'eau afin de réduire les pressions liées aux altérations hydromorphologiques des milieux aquatiques et de préserver les zones humides et les services qu'elles rendent (soutien d'étiage, zones d'expansion de crues, accueil d'habitats, etc.).

Par ailleurs, des mesures visent à **intégrer la gestion des espèces de la flore et de la faune dans la gestion de l'eau**. Elles consistent à :

- ❑ engager des actions de préservation, d'aménagements dans les sites menacés ;
- ❑ informer et sensibiliser les usagers qui fréquentent les sites naturels ;
- ❑ intervenir sur les populations d'espèces exotiques envahissantes.

Sur les eaux côtières, le programme de mesures intègre les mesures pertinentes du **Plan d'Action pour le Milieu Marin** (PAMM), outil opérationnel de la Directive Cadre Stratégique pour le Milieu Marin (DSCMM) qui visent la limitation des impacts sur les milieux écologiquement riches (herbiers de posidonie et zones coralligènes). Des opérations pilotes de restauration des milieux sont déjà réalisées : nurseries artificielles et traitement des pollutions dans les zones portuaires, préservation et restauration des habitats marins notamment en zones de mouillages de bateaux, etc. De plus, la rationalisation de l'organisation de tous les usages du littoral (activités professionnelles et de loisirs) et leur nécessaire complémentarité avec les projets d'aménagement continentaux sont à renforcer. Des actions sont incluses dans les démarches de territoire comme le contrat de baie de la Rade de Toulon et celui des Iles d'Or.

Enfin, certaines mesures relatives à la **restauration hydromorphologique des milieux** peuvent contribuer à réduire l'aléa inondation (voir carte 8A extraite du SDAGE).

Le Var est fortement concerné par les inondations : 30 communes du département sont couvertes par un **Plan de Prévention des Risques Inondations** (PPRI) et 2 **Territoires sont classés à Risques importants d'Inondations** (TRI «Est Var» et «Toulon Hyères») avec risque de submersion marine. Chaque TRI doit donner lieu à une **Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation** (SLGRI), élaborée par l'Etat et les collectivités en lien avec les acteurs locaux. Véritables projets de territoire, ces stratégies sont mises en œuvre au travers de plans d'actions dont la forme préférentielle est le **Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations** (PAPI). Ces derniers se situent actuellement sur l'Argens, les côtiers toulonnais, les côtiers des Maures, le Gapeau et le Pré-conil.

De nombreux cours d'eau du département ont été aménagés pour se protéger des inondations : chenalisation, endiguement, rectification, recouvrement... Ces techniques ont montré leurs limites : en accélérant les eaux, le pic de crue augmente et la puissance de l'eau peut causer des inondations brutales et de graves dommages en aval. Une **gestion des rivières plus respectueuse des conditions naturelles** permet de contribuer fortement à la sécurité des populations face aux crues. Des solutions existent et doivent se penser à l'échelle du bassin versant :

- ❑ laisser plus d'espace à la rivière : arasement ou recul des digues, connexion avec les annexes fluviales... ;
- ❑ ralentir les écoulements de la rivière : restaurer le caractère naturel de la rivière et le transit sédimentaire, replanter la végétation des berges pour freiner l'eau, etc.

Cette gestion des rivières permet aussi de diminuer le coût d'entretien des aménagements en place, de réduire celui des dégâts, d'améliorer le cadre de vie en créant des espaces proches de la rivière pour la population et de baisser potentiellement la température des villes pendant l'été.

De même, la forte artificialisation des sols ne fait qu'accentuer le ruissellement et augmenter les débits qui arrivent au cours d'eau, entraînant encore plus de dégâts ; la prise en compte de ce facteur et la mise en place de **techniques d'infiltration à la source**, là où cela est possible, sont des compléments efficaces aux techniques de rétention qui atteignent souvent leurs limites techniques ou financières.



Le Béliou restauré

Carte 6A-A : Réservoirs biologiques

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



— Réservoirs biologiques



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:551 487



Carte 6A-C : Restauration de la continuité écologique

Département du Var

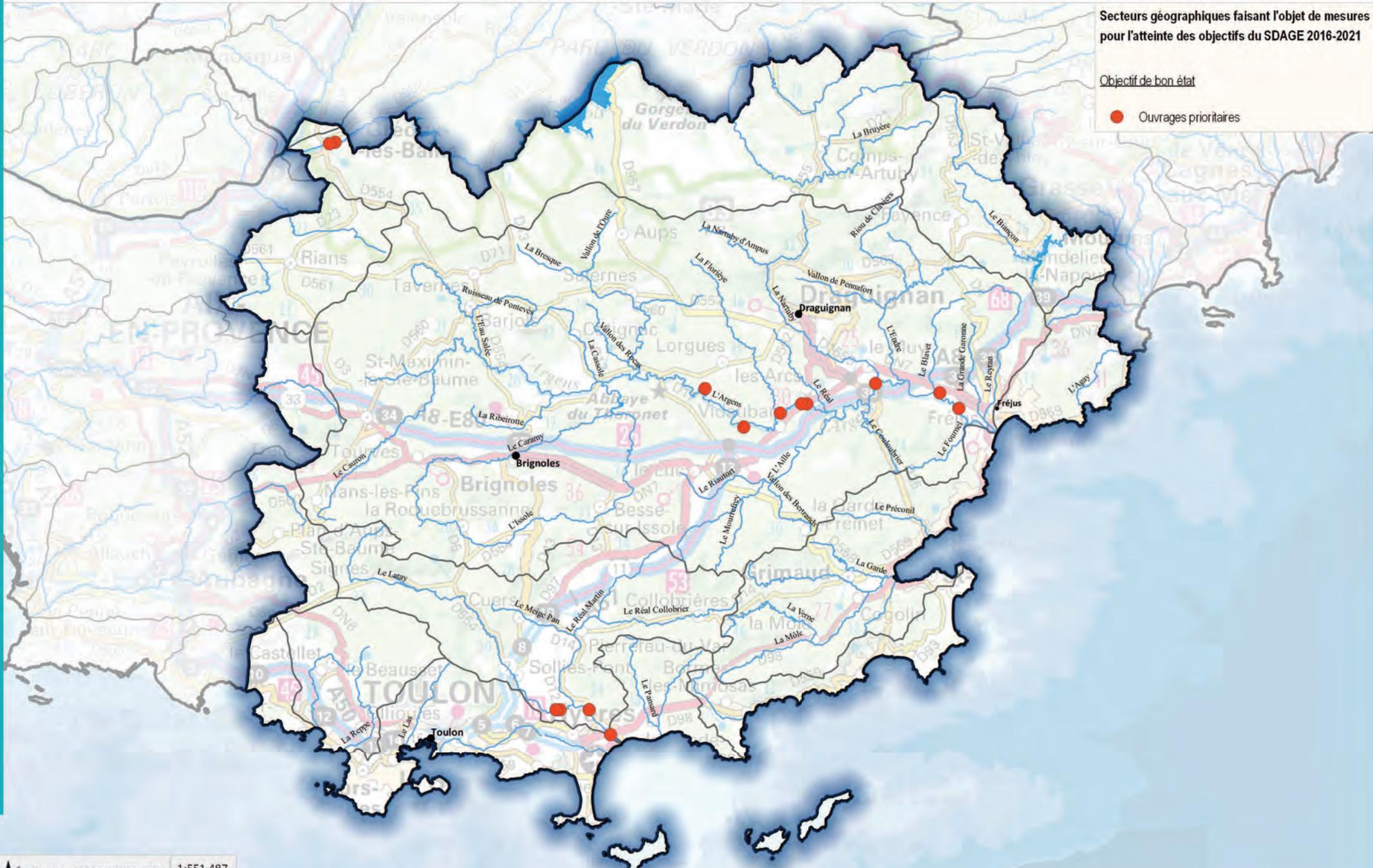
Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



Secteurs géographiques faisant l'objet de mesures pour l'atteinte des objectifs du SDAGE 2016-2021

Objectif de bon état

● Ouvrages prioritaires



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:551 487

0 10 20 km

Carte 6A-B2 : Reconquête des axes de migration des poissons amphihalins - ALOSE

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fev. 2018



Département du Var

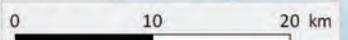


- Zone d'action prioritaire (ZAP)
- Zone d'action long terme (ZALT)



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:551 487



Carte 6A-B3 : reconquête des axes de migration des poissons amphihalins - LAMPROIE MARINE

Département du Var

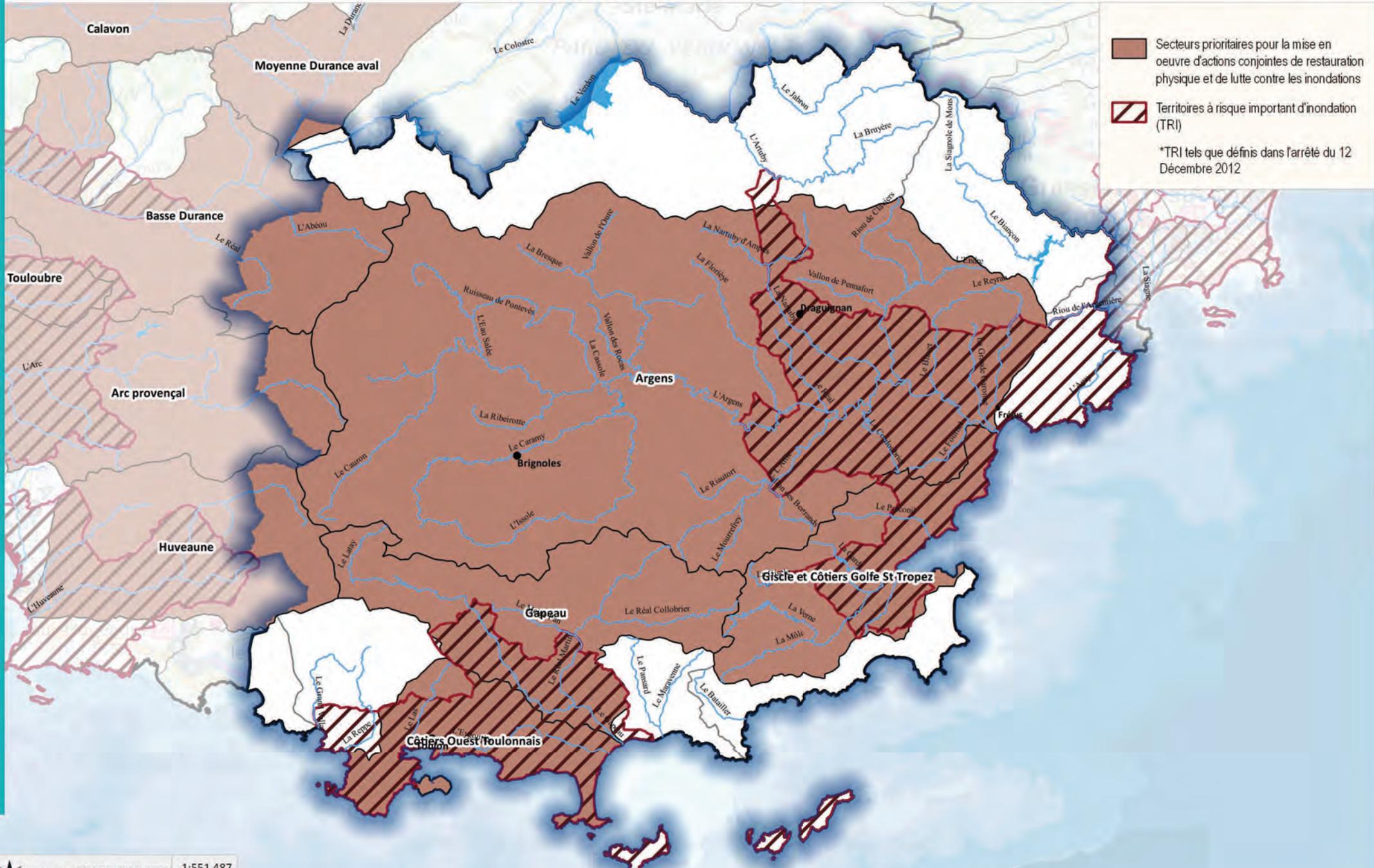
Réalisation:
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse-Fév. 2018



Carte 8A - Secteurs prioritaires où les enjeux de lutte contre les inondations sur les territoires à risque important d'inondation (TRI)* et les enjeux de restauration physique convergent fortement

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Source : SDAGE 2016-2021
©BdCarthage®©IGN®

1:551 487

0 10 20 km

Renforcer la gouvernance et la gestion de l'eau par bassin versant

Dans le département, il n'existe que peu de structures de gestion de milieux aquatiques à l'échelle des bassins versants. En revanche, de nombreuses **procédures contractuelles**, portés majoritairement par des collectivités (contrats de rivière et de baie, contrats d'agglomérations, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE),...), sont validés ou en cours d'élaboration sur ce territoire.

Pour améliorer la gouvernance, l'enjeu principal est **d'organiser la maîtrise d'ouvrage de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations** dans les territoires. La **loi MAPTAM** (Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles) du 27 janvier 2014 permet la création de la **compétence GEMAPI** (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations). Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'aménagement et l'entretien des cours d'eau et des ouvrages de protection contre les crues sont désormais assurés par les communes et leurs Etablissement Public de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (EPCI FP) et non plus par les collectivités (régions, département, intercommunalités). Pour autant, les communes et leur EPCI peuvent se regrouper afin d'exercer cette compétence à l'échelle des bassins versants, notamment au sein de syndicats de rivières, d'Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) ou d'Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB). Accompagner cette évolution en la rendant cohérente avec les besoins du territoire sera un gage de réussite de l'ensemble des actions publiques. A ce titre, dans le SDAGE, des dispositifs d'accompagnement dans la mise en œuvre de cette compétence sont prévus.

Par ailleurs, le SDAGE identifie les **Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (SAGE) nécessaires (voir carte 4A extraite du SDAGE) ainsi que les secteurs prioritaires où la création ou la modification de périmètre **d'Etablissements Publics Territoriaux de Bassin** (EPTB) ou **d'Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion de l'Eau** (EPAGE) doit être étudiée (voir carte 4B extraite du SDAGE).

Des mesures sont également prévues pour certains territoires sur lesquels une **féderation des acteurs de l'eau** est nécessaire pour mettre en place ou renforcer une **gestion locale et concertée** par bassin versant ou masse d'eau souterraine.



Port-Cros

Respecter les objectifs des zones protégées

Selon l'annexe VI-A de la DCE, le registre des **zones protégées** répertorie les captages destinés à la consommation humaine, les zones de baignade et de loisirs, les zones conchylicoles, les zones de protection des habitats et des espèces (Natura 2000), les zones vulnérables et les zones sensibles. Le respect des objectifs propres aux zones protégées est une exigence rappelée par la DCE et par le SDAGE, et, d'une manière générale, les bénéfices attendus de la restauration du bon état des masses d'eau contribuent au respect des objectifs des zones protégées. Néanmoins, un travail complémentaire a été effectué pour identifier les zones protégées nécessitant des mesures spécifiques en complément de celles concourant aux objectifs de bon état du SDAGE. Ces mesures impliquent, pour les masses d'eau concernées, un objectif de restauration plus ambitieux -ou plus strict- que le bon état, dans le périmètre de la zone protégée.

Ces mesures spécifiques concernent les **sites de baignade** dont la qualité est insuffisante ou fragile, ainsi que les **sites Natura 2000**. Elles visent :

- à restaurer une qualité suffisante des eaux pour les zones de baignade,
- à protéger les espèces d'intérêt communautaire inféodées aux milieux aquatiques ou aux zones humides et la qualité de leurs habitats (sites Natura 2000).

Dans le département du Var, certaines masses d'eau en lien avec des sites Natura 2000 font l'objet d'une mesure pour l'atteinte du bon état écologique ou d'un état de conservation favorable des habitats aquatiques et humides. Ces éléments sont présentés dans les cartes ci-après des mesures Natura 2000.

Les zones sensibles, les zones vulnérables ainsi que les zones de production conchylicole n'ont pas fait l'objet d'objectif plus strict, les mesures de maîtrise des pollutions déjà identifiées par le programme de mesures au titre du bon état ayant été jugées suffisantes pour respecter les objectifs propres à ces zones.



Zone humide de Plan la garde (Le Pradet)



Libellule

Carte 4A : Territoires pour lesquels un SAGE est nécessaire pour atteindre les objectifs du SDAGE

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



- Sur ces territoires, les SAGE doivent être arrêtés dans les meilleurs délais. Les CLE doivent être arrêtés par les préfets au plus tard fin 2018.
- Rappel : territoires identifiés par le SDAGE 2010-2015

NB
Les territoires non identifiés sur cette carte ne sont en aucun cas empêchés de solliciter l'élaboration d'un SAGE

Carte 4B - Secteurs prioritaires où la création ou la modification de périmètre d'EPTB et/ou d'EPAGE doit être étudiée

Département du Var

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



- Secteurs prioritaires pour la création d'EPTB et/ou EPAGE. A défaut d'initiative locale le préfet coordonnateur de bassin peut prendre l'initiative de la création d'EPTB ou d'EPAGE sur ces secteurs. Un secteur peut faire l'objet d'un ou plusieurs EPTB ou EPAGE
- EPTB existants

Nota 1 :
Les secteurs non répertoriés sur cette carte pourront être reconnus EPTB ou EPAGE, pour autant qu'ils répondent aux critères énoncés à la disposition 4-08 du SDAGE

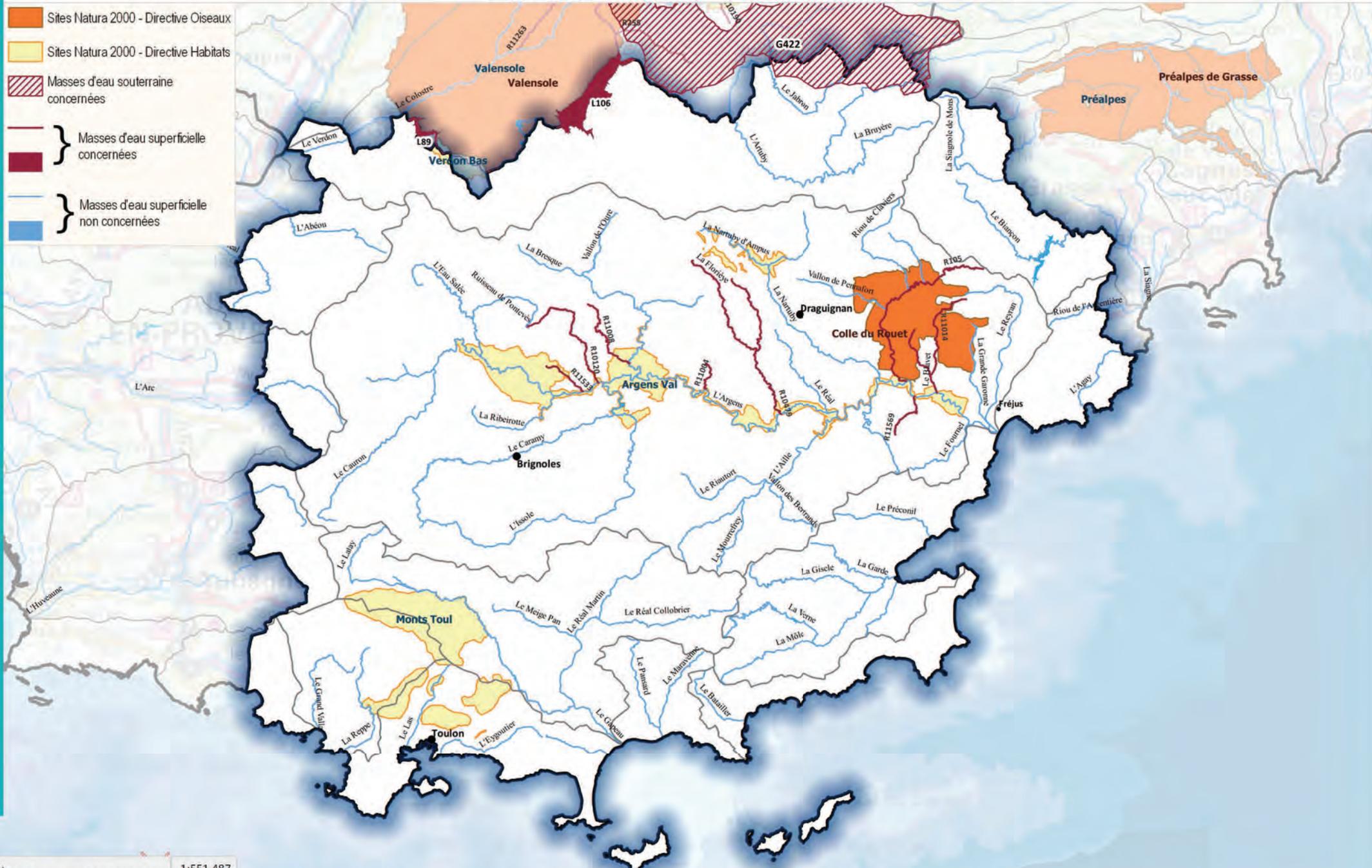
Nota 2 :
Dans les secteurs identifiés, il appartient aux acteurs des territoires concernés de définir les périmètres et compétences précis des EPAGE et des EPTB dans le respect des critères définis par la réglementation et l'orientation fondamentale n°4 du SDAGE

Zones protégées : sites Natura 2000 et masses d'eau concernées par une mesure pour l'atteinte d'un état de conservation favorable des habitats aquatiques et humides d'intérêt communautaire

Réalisation :
© Agence de l'eau RMC
Délégation Paca & Corse - Fév. 2018



Département du Var



- Sites Natura 2000 - Directive Oiseaux
- Sites Natura 2000 - Directive Habitats
- Masses d'eau souterraine concernées
- } Masses d'eau superficielle concernées
- } Masses d'eau superficielle non concernées

6. LE PLAN D' ACTIONS OPERATIONNEL TERRITORIALISE (PAOT)

A l'échelle de chaque département, un plan d'actions opérationnel territorialisé (PAOT) est défini au regard des priorités inscrites dans le Programme de Mesures 2016-2021. Révisé annuellement, ce plan d'actions est élaboré par la MISEN (Mission Inter Services de l'Eau et de la Nature) réunissant les services de l'Etat et les établissements publics du département avec l'ensemble des acteurs locaux, et validé par le Préfet. Il permet la déclinaison et la programmation en actions du Programme de Mesures, et cible celles à mener de manière prioritaire.

Afin d'assurer une mise en lumière stratégique des PAOT et de leur avancement, des indicateurs communs ont été identifiés et sont suivis dans chaque département. Ils correspondent aux thèmes prioritaires du SDAGE et du programme de mesures :

- 1. Plans de gestion de la ressource en eau (PGRE) :** dans le Var, 6 territoires sont identifiés en déséquilibre quantitatif. Dans ces territoires, des PGRE sont à élaborer pour obtenir un meilleur partage de la ressource en eau entre usages.
Objectif : 6 PGRE à établir.
- 2. Captages prioritaires :** dans le Var, 6 captages prioritaires sont identifiés. A l'échelle des aires d'alimentation de ces captages, des programmes d'actions visant la réduction des pollutions par les pesticides et les nitrates sont à élaborer et à mettre en œuvre.
Objectif : 6 programmes d'actions à définir et à mettre en œuvre.
- 3. Continuité écologique :** dans le Var, 14 ouvrages prioritaires sont identifiés comme devant faire l'objet d'actions de restauration de la continuité au titre des obligations afférentes aux cours d'eau classés en liste 2 et aux objectifs du plan de gestion des poissons migrateurs. Objectif : 14 ouvrages à rendre franchissable.
- 4. Conformité des stations de traitement des eaux résiduaires urbaines (STEU) :** le SDAGE vise à consolider et pérenniser la reconquête de la qualité des eaux acquise de par les efforts d'épuration des eaux usées domestiques engagés depuis plus de 30 ans en application de la directive européenne ERU. Il n'a pas été fixé d'objectif car cet indicateur évolue annuellement et demande à être précisé.
- 5. Suites données à la campagne de recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) :** le SDAGE fixe des objectifs de programmation d'études technico-économiques (ETE) qui sont prescrites sur la base des résultats de la campagne de surveillance initiale RSDE, ainsi que sur des actions de réduction qui en découlent. Dans le Var, 1 ETE a été prescrite. Objectif : 1 ETE à réaliser.
- 6. SAGE nécessaires :** dans le Var, le SDAGE identifie 3 territoires pour lesquels un SAGE est nécessaire pour atteindre les objectifs environnementaux.
Objectif : 3 SAGE à approuver.

L'état d'avancement de ces indicateurs est suivi annuellement par la MISEN.

La figure 16 ci-dessous illustre les objectifs poursuivis dans le Var par rapport aux objectifs à atteindre sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

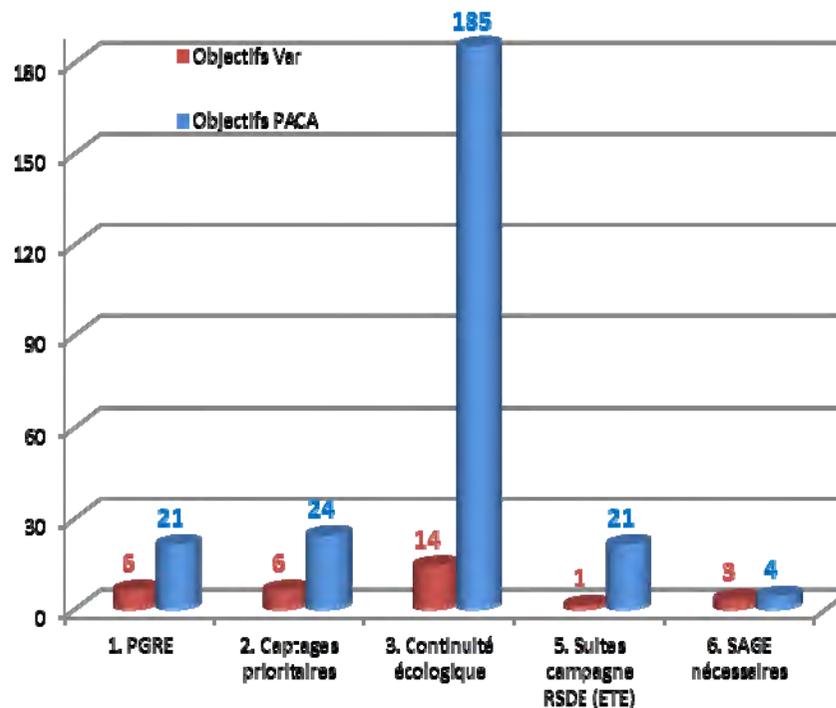


Fig. 16 : indicateurs d'objectifs PAOT poursuivis pour le Var par rapport aux objectifs globaux de Paca

L'ensemble des informations concernant le Plan d'Actions Opérationnel Territorialisé (PAOT) du département est accessible sur l'outil OSMOSE. Pour plus d'informations, vous pouvez vous adresser au référent de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

ANNEXE 1 : DETAILS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Le suivi quantitatif des eaux de surface

Le suivi quantitatif des eaux de surface (cours d'eau, plans d'eau, eaux côtières et de transition) est nécessaire afin :

- ❑ de déterminer le volume et la hauteur ou le débit pour évaluer ou interpréter l'état ou le potentiel écologique et l'état chimique dans le cadre du contrôle de surveillance ;
- ❑ de contribuer aux contrôles opérationnels des eaux de surface portant sur les éléments de qualité hydrologiques ;
- ❑ de calculer les flux de polluants aux points de confluence des cours d'eau et les flux entrants dans les plans d'eau, les eaux côtières ou de transition. Il s'agit également d'évaluer les tendances de ces flux.

En outre, les stations de ce réseau doivent permettre de prévenir, prévoir et suivre les situations de sécheresse et de crue, et de vérifier le respect des objectifs de quantité fixés par le SDAGE.

Ce réseau est géré par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et par les services de prévision des crues.

Le contrôle de surveillance de la qualité des eaux de surface

Le réseau de contrôle de la surveillance (RCS) doit permettre d'évaluer l'état général des eaux à l'échelle de chaque district hydrographique ainsi que son évolution à long terme. Ce réseau pérenne a démarré le 1er janvier 2007 et est géré par l'Agence de l'eau, la DREAL et l'Agence Française pour la Biodiversité.

Le contrôle de surveillance ne poursuit pas un objectif de suivi de pollution mais plutôt de connaissance de l'état général des eaux. A ce titre, un large spectre d'éléments physicochimiques, biologiques et hydromorphologiques est analysé dans le milieu avec des fréquences d'échantillonnage variables suivant l'élément suivi et le type de milieu.

Les sites d'évaluation sont répartis sur les cours d'eau pour être représentatifs de tous les types naturels rencontrés et également en fonction de l'occupation des sols. Pour les plans d'eau, les sites sont sélectionnés en prenant en compte tous les plans d'eau naturels ainsi qu'un échantillonnage des plans d'eau en fonction de leur taille et de leur typologie.

Pour les eaux de transition (lagunes, delta du Rhône...) et les eaux côtières, les sites sont sélectionnés en tenant compte d'une part, de la répartition géographique des types de masses d'eau et d'autre part, des catégories de pressions qui s'y exercent.

Le contrôle opérationnel de la qualité des eaux de surface

Le réseau de contrôle opérationnel (RCO) a pour objectif d'établir l'état des masses d'eau superficielle identifiées comme risquant de ne pas atteindre leurs objectifs environnementaux et d'évaluer les changements de l'état de ces masses d'eau suite aux actions mises en œuvre dans le cadre du programme de mesures.

Ainsi, il concerne les masses d'eau qui ont été évaluées en état moins que bon et consiste en la surveillance des seuls paramètres responsables du risque de non atteinte des objectifs environnementaux. Cette surveillance a vocation à s'interrompre dès que la masse d'eau recouvrera le bon état.



Mesures in-situ en cours d'eau

Le contrôle de surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines

Le contrôle de surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines est établi afin:

- ❑ de fournir une estimation fiable de l'état quantitatif de toutes les masses d'eau ou groupes de masses d'eau souterraine ;
- ❑ d'évaluer l'efficacité du programme de mesures sur ces masses d'eau.

Ce réseau permet également de prévenir, prévoir et suivre les situations de sécheresse et d'inondation, ainsi que de suivre l'état quantitatif des zones de répartition des eaux (ZRE) définies en application de l'article R. 211-71 du code de l'environnement, et vérifier le respect des objectifs de quantité fixés par le SDAGE.

Le réseau de surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines est basé sur le suivi du niveau des nappes (piézomètres) et sur l'évaluation du débit de sources.

La densité d'implantation des points de surveillance et les fréquences de suivi des mesures sont fonction des types des masses d'eau (sédimentaire, alluviale, socle...) et de la nature des écoulements (libres, captifs, semi-captifs, karstiques).

Les stations piézomètres sont gérées par le BRGM et les stations de mesure de débit sont gérées par les DREAL.

Les sites du département ont été retenus pour être représentatifs d'une masse d'eau ou d'un secteur de masse d'eau souterraine. Parmi ceux-ci, des points stratégiques de référence ont été définis afin de contrôler l'efficacité des mesures de gestion quantitative sur les eaux souterraines en déséquilibre quantitatif.



Basses gorges du Verdon

Le contrôle de surveillance de l'état chimique des eaux souterraines

Le contrôle de surveillance de l'état chimique des eaux souterraines a été établi afin:

- ❑ de compléter et valider la procédure d'analyse d'incidence des activités humaines réalisée dans le cadre du SDAGE (état des lieux) ;
- ❑ de fournir une estimation fiable de l'état chimique de toutes les masses d'eau ou groupes de masses d'eau souterraine ;
- ❑ d'évaluer l'efficacité du programme de mesures sur ces masses d'eau.

Les sites choisis ont été optimisés et complétés suivant une méthodologie définie avec l'ensemble des partenaires du bassin et l'aide du BRGM. Son élaboration est basée sur un zonage destiné à définir des entités homogènes en croisant différentes données : les bassins versants hydrogéologiques, l'occupation du sol notamment les orientations agricoles, la vulnérabilité intrinsèque simplifiée des masses d'eau souterraine et les caractéristiques des ouvrages existants. La densité des points dépend du type d'aquifère (sédimentaire, alluvial, socle...) et de la nature des écoulements (libres, captifs, semi-captifs, karstiques).

Ce réseau pérenne a démarré le 1er janvier 2007 et est géré par l'Agence de l'eau et le BRGM.

Le contrôle opérationnel de l'état chimique des eaux souterraines

Le réseau de contrôle opérationnel (RCO) a pour objectif d'établir l'état des masses d'eau souterraine identifiées comme risquant de ne pas atteindre leurs objectifs environnementaux et d'évaluer les changements de l'état de ces masses d'eau suite aux actions mises en œuvre dans le cadre du programme de mesures.

Ainsi, il concerne les masses d'eau qui ont été évaluées en état mauvais et consiste en la surveillance des seuls paramètres responsable du risque de non atteinte des objectifs environnementaux. Cette surveillance a vocation à s'interrompre dès que la masse d'eau recouvrera le bon état.

Il a pour objectifs :

- ❑ d'établir l'état chimique de toutes les masses d'eau ou groupes de masses d'eau souterraine recensées comme courant un risque ;
- ❑ d'établir la présence de toute tendance à la hausse à long terme de la concentration d'un quelconque polluant suite à l'activité anthropogénique.

Le principe général est de sélectionner, pour chaque masse d'eau souterraine à risque, les sites concernés du réseau de contrôle de surveillance ainsi que d'autres sites complémentaires judicieusement choisis pour représenter les pressions globales exercées sur les masses d'eau considérées et les fonctionnalités de la ressource effectivement disponible.

L'accès aux données de la surveillance des eaux

Les résultats analytiques relatifs aux éléments de qualité physico-chimiques, hydromorphologiques et biologiques (hors poissons) sont consultables sur les sites internet suivants :

- Système d'Information sur l'Eau (SIE) du bassin Rhône-Méditerranée :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr>

- Banque nationale NAIADES sur la qualité des eaux de surface :

<http://www.naiades.eaufrance.fr>

Les données relatives aux éléments de qualité poissons sont disponibles sur le site des données publiques sur l'eau en France :

<http://data.eaufrance.fr>

Les données relatives aux éléments de qualité hydromorphologiques sont disponibles sur demande auprès de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB).

Pour les eaux de transition et les eaux côtières, les données sont disponibles dans la base nationale Quadrigé2 de l'Ifremer :

http://enviit.ifremer.fr/resultats/base_de_donnees_quadrigé

Toutes les données de niveaux de nappes et les résultats d'analyses chimiques sont stockées, consultables et téléchargeables dans la base nationale ADES du BRGM :

<http://www.ades.eaufrance.fr/>

Les données concernant la qualité des eaux de baignade sont disponibles sur le site internet du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé :

<http://baignades.sante.gouv.fr/>

Les données concernant la radioactivité de l'environnement sont accessibles sur le portail de la mesure de la radioactivité dans l'environnement :

<https://sws.irsn.fr/sws/mesure/index>

Les données descriptives des stations et les données hydrométriques correspondantes sont conservées dans la banque HYDRO pour les cours d'eau :

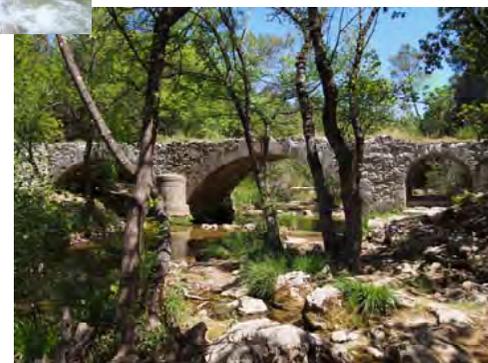
<http://www.hydro.eaufrance.fr>

Les informations relatives à la situation hydrologique des cours d'eau, en temps réel ou quasiment réel, sont disponibles sur le serveur de données hydrométriques du bassin Rhône Méditerranée :

<http://www.rdbrmc.com/hydroreel2/index.html>



L'Artuby au gué des Gabres



Pêche dans l'Ouvèze



Prélèvement en rivière



Baie de Bandol

ANNEXE 2 : DETAILS DE L'EVALUATION DE L'ETAT ECOLOGIQUE DES EAUX SUPERFICIELLES

Le bon état écologique est évalué sur la base de paramètres biologiques prenant en compte différents types d'organismes aquatiques (algues, mollusques, crustacés, poissons, etc.) et de paramètres physico-chimiques (azote, phosphore, quantité d'oxygène dissous, acidité, etc.) pouvant mettre en péril la qualité des milieux. Le bon fonctionnement hydromorphologique du milieu (état du lit, débit, etc.) est également pris en compte dans l'évaluation de l'état écologique.

L'évaluation de l'état écologique des eaux de surface est établie en fonction de l'arrêté du 25 janvier 2010 (modifié par les arrêtés du 27/07/2015 et du 27/07/2018).

Les données utilisées sont les données relatives aux milieux issues du programme de surveillance. Des données issues d'autres réseaux, dont les sites sont représentatifs de l'état d'une masse d'eau et dont les protocoles de prélèvement et d'analyse sont conformes à ceux prescrits par la DCE, sont également utilisées. Enfin, lorsque la masse d'eau n'est pas suivie par une station de mesure, l'évaluation de l'état s'effectue grâce à une modélisation des données de pressions.

En résumé, l'état retenu est l'état aux stations de suivi sur la masse d'eau lorsqu'il est connu (station du "plus mauvais état" si plusieurs stations existantes sur la même masse d'eau), ou l'état modélisé à partir des pressions lorsque la masse d'eau ne fait pas l'objet d'un suivi analytique.

Depuis le SDAGE précédent, la surveillance des cours d'eau s'est accrue, fournissant ainsi des jeux de données sur les milieux aquatiques plus riches (davantage de sites et actualisation des informations).

Pour les masses d'eau surveillées, les règles d'évaluation ont évolué, de manière plus sévère, pour mieux répondre aux attentes de la DCE :

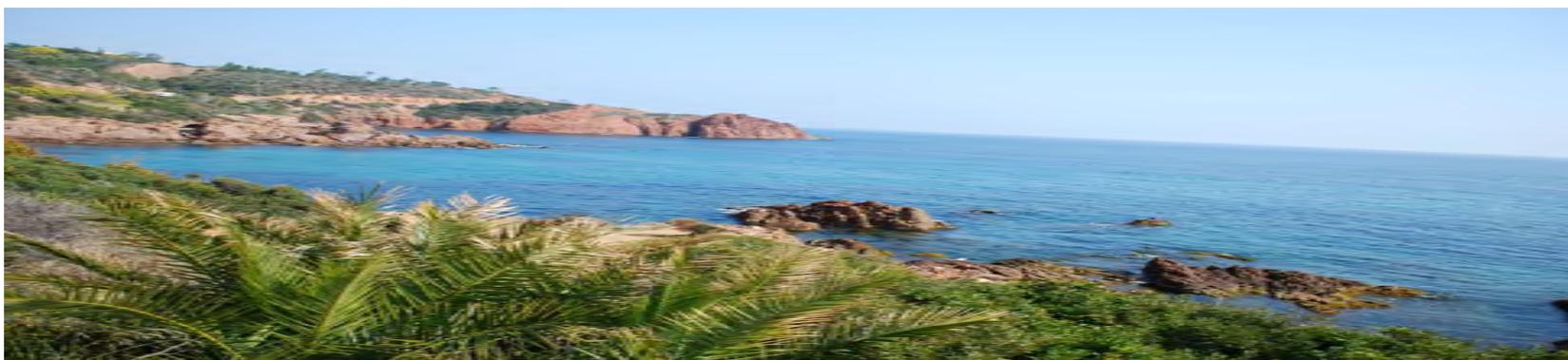
- introduction d'éléments de qualité nouveaux : utilisation des macrophytes, prise en compte des poissons pour un plus grand nombre de cours d'eau pertinents, etc. ;
- modification de seuils pour les diatomées et les poissons ;
- prise en compte de trois années de données (au lieu de deux) pour disposer d'une évaluation robuste.

Pour les eaux de surface non surveillées (plus de 80% des cours d'eau et près de 60% des eaux côtières du département), le modèle d'extrapolation de l'état à partir des pressions a été amélioré. Il prend en compte le nombre, la nature et le niveau d'impact potentiel des pressions, calés sur les résultats de la surveillance.

L'état écologique des masses d'eau superficielle est resté globalement stable entre les deux bilans réalisés à la veille des SDAGE de 2010 et de 2016. Mais l'évolution des outils de diagnostic ne doit pas masquer l'amélioration spectaculaire de la qualité physico-chimique des eaux au cours des 25 dernières années.

Ces résultats sont à mettre à l'actif d'une politique volontariste de mise aux normes des équipements d'assainissement et de restrictions d'utilisation de composés polluants dans le commerce et l'industrie (interdiction des phosphates dans les détergents, restrictions d'utilisation des PCB, etc.).

Cette amélioration de la qualité de l'eau a eu un effet bénéfique direct sur la faune et la flore qui peuplent nos cours d'eau. Mais les progrès en terme de qualité biologique sont moins spectaculaires que ceux enregistrés au niveau de la physicochimie, dû notamment au fait que la faune aquatique reste également tributaire de la qualité des habitats.



Littoral de Fréjus

ANNEXE 3 : DETAILS DES OBJECTIFS D'ATTEINTE DU BON ETAT DES EAUX

Catégorie de masses d'eau	Objectif d'état visé	Échéances d'atteinte du bon état						TOTAL
		2015 ⁽²⁾		2021		2027		
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	
Cours d'eau (104 sur le département)	Objectif d'état écologique	75	72,1%	9	8,7%	20	19,2%	100%
	Objectif d'état chimique (avec ubiquistes*)	100	96,5%	0	0,0%	4	3,5 %	100%
	Objectif d'état chimique (sans ubiquiste)	101	97,1%	0	0,0%	3	2,9%	100%
Plans d'eau (3 sur le département)	Objectif d'état écologique	3	100%	0	0,0%	0	0,0%	100%
	Objectif d'état chimique (avec ubiquistes*)	3	100%	0	0,0%	0	0,0%	100%
	Objectif d'état chimique (sans ubiquiste)	3	100%	0	0,0%	0	0,0%	100%
Eaux côtières (12 sur le département)	Objectif d'état écologique	11	91,7%	1	8,3%	0	0,0%	100%
	Objectif d'état chimique (avec ubiquistes*)	12	100%	0	0,0%	0	0,0%	100%
	Objectif d'état chimique (sans ubiquiste)	12	100%	0	0,0%	0	0,0%	100%
Masses d'eau souterraines (20 sur le département)	Objectif d'état chimique	17	85%	0	0,0%	3	15%	100%
	Objectif d'état quantitatif	18	90%	0	0,0%	2	10%	100%

Nota : afin de respecter une cohérence hydrographique, les masses d'eau appartenant aux sous bassins versants interdépartementaux de l'Huveaune, de l'Arc, de la Basse Durance et du Verdon n'ont pas été comptabilisées dans le Var (même si ces masses d'eau étaient situées dans le Var). En effet, ces sous bassins ont été rattachés à un seul département: le 13 pour Huveaune, Arc et Basse Durance ; le 04 pour le Verdon. Le linéaire de la Siagne a été comptabilisé dans chacun des départements 83 et 06 ; ses affluents étant comptabilisés dans chaque département concerné en fonction de leur localisation. Pour les eaux souterraines, lorsqu'une entité souterraine s'étend sur plusieurs départements, celle-ci est comptabilisée dans chaque département concerné.

⁽²⁾ Les masses d'eau considérées comme ayant atteint l'objectif de bon état en 2015 sont celles évaluées en bon ou très bon état dans le bilan effectué à la veille du SDAGE 2016-2021 (juillet 2015).

^(*) Les substances considérées comme ubiquistes sont les hydrocarbures aromatiques polycycliques, le tributylétain, le diphénylétherbromé et le mercure.

ANNEXE 4 – LISTE DES MASSES D’EAU NECESSITANT UNE ACTION D’AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE SUR L’ETAT ET LES PRESSIONS

Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Nom du sous bassin concerné
FRDR10691	Rivière la Nartuby d'Ampus	Argens (LP_15_01)
FRDR11569	Ravin de la Maurette	Argens (LP_15_01)
FRDR11539	Grand Vallat	Reppe (LP_16_09)
FRDCo8c	Fréjus-St Raphaël-Ouest Ste Maxime	Argens (LP_15_01)
FRDCo8d	Ouest Fréjus-Pointe de la Galère	Argens (LP_15_01)

ANNEXE 5 – LES CONTRATS DE MILIEUX ET LES SAGE

Un partenariat à l'échelle des bassins versants

Du fait de leur responsabilité dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, les structures de gestion locale de l'eau (établissement public de coopération intercommunale, établissement public territorial de bassin, établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau, ...) sont des partenaires incontournables de l'agence de l'eau.

Le partenariat est structuré à l'échelle d'entités hydrographiques pertinentes (bassin versant, nappe alluviale, étang...) dans le cadre de la mise en œuvre de contrats de milieux ou de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

La carte en page suivante montre les procédures existantes dans le Var.

L'Agence de l'eau est partenaire des structures de gestion de bassin à travers :

- ❑ l'incitation à la conduite de la concertation à l'échelle des bassins versants ;
- ❑ un soutien technique dans la sélection des thèmes d'intervention sur un territoire donné, en fonction de leur efficacité sur la reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques ;
- ❑ un soutien financier pour faciliter la mise en œuvre de la démarche (recrutement de chargé de mission, études préalables, travaux, etc.).

> Qu'est-ce qu'un contrat de milieu ?

Les contrats de milieux déclinent les objectifs majeurs du SDAGE sur leur bassin versant et fixent des objectifs de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau.

Leur objet essentiel est d'aboutir à un programme concerté d'actions de réhabilitation et de gestion d'un milieu.

> Comment fonctionne un contrat de milieu ?

Un programme d'études et de travaux est piloté par un comité de rivière représentant l'ensemble des acteurs de l'eau. Puis la mise en œuvre des actions est coordonnée par une équipe technique permanente au sein d'une structure porteuse.

C'est un engagement contractuel entre les partenaires concernés : Préfet(s) de département(s), Agence de l'eau et collectivités locales (Conseil départemental, Conseil régional, communes, syndicats intercommunaux...).

La durée moyenne d'un contrat est de 5 ans.

> Qu'est-ce qu'un SAGE ?

Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire.

> Comment fonctionne un SAGE ?

Le SAGE est élaboré collectivement par les acteurs de l'eau du territoire regroupés au sein d'une assemblée délibérante, la commission locale de l'eau (CLE), qui se compose de trois collèges : les collectivités territoriales, les usagers (agriculteurs, industriels, associations,...), l'Etat et ses établissements publics.

Le SAGE comprend :

- ❑ un plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) qui fixe les objectifs, orientations et dispositions du SAGE et ses conditions de réalisation,
- ❑ un règlement, accompagné de documents cartographiques, qui édicte les règles à appliquer pour atteindre les objectifs fixés dans le PAGD.

Ces éléments lui confèrent une portée juridique :

- ❑ le PAGD est opposable aux pouvoirs publics : tout programme, projet ou décision prise par l'administration, directement ou indirectement, dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques doit être compatible avec le PAGD,
- ❑ le règlement est opposable aux tiers : tout mode de gestion, projet ou installation de personnes publiques ou privées doit être conforme avec le règlement.

Les étapes d'élaboration d'un SAGE sont marquées par la signature d'arrêtés préfectoraux : définition du périmètre, constitution de la CLE et approbation SAGE.



Embouchure de l'Argens, étangs de Villepey

*D'autres démarches partenariales existent en fonction des territoires :
contrats de canaux, contrats d'agglomération, contrats thématiques (temps de pluie, continuité), contrats "montagne" ...*

Atlas départemental du SDAGE

LES MESURES DE PRESERVATION ET DE RECONQUETE DU BON ETAT DES EAUX

Ce document, réalisé par la délégation de Marseille de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, constitue une synthèse des principaux éléments issus du SDAGE et de son programme de mesures. Il permet de visualiser les grands enjeux de la gestion de l'eau dans le département du Var.

Il dresse une analyse à l'échelle départementale des mesures à engager pour la préservation et la reconquête du bon état des eaux, dans le but de favoriser leur appropriation et leur mise en œuvre par les acteurs concernés.

Il est constitué de cartographies, graphiques et tableaux détaillant le contexte du territoire (surveillance des masses d'eau, état des eaux et objectifs d'atteinte du bon état...), les enjeux thématiques ainsi que les mesures à engager dans le département du Var.